



**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

*Edition n°21 du 15 avril 2010*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

- ☛ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)
- ☛ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 19 avril 2010

## SOMMAIRE

<b>ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES .....</b>	<b>466</b>
<b>MINISTERE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE.....</b>	<b>466</b>
Arrêté du 17 mars 2010 portant retrait de la reconnaissance en qualité d'organisation de producteurs .....	466
Arrêté du 17 mars 2010 portant reconnaissance en qualité d'organisation de producteurs dans le secteur bovin .....	466
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>466</b>
<b>CABINET.....</b>	<b>466</b>
Bureau du cabinet.....	466
Extrait de l'arrêté du 26 mars 2010 attribuant une récompense pour acte de courage et de dévouement.....	466
Extrait de l'arrêté du 6 avril 2010 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement.....	466
<b>MISSION ECONOMIQUE .....</b>	<b>467</b>
Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 9 avril 2010 .....	467
<b>DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....</b>	<b>467</b>
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement .....	467
Extrait de l'arrêté du 6 mars 2010 autorisant les agents et mandataires du syndicat intercommunal des eaux d'Atton à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées, afin que soient réalisées des études de sondage pour le projet de réalisation d'un puits dans les alluvions de la Moselle .....	467
<b>DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....</b>	<b>468</b>
Bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales .....	468
Extrait de l'arrêté en date du 13 avril 2010 fixant la liste des communes rurales du département de Meurthe-et-Moselle .....	468
Bureau des procédures environnementales.....	473
Extrait de l'arrêté du 6 avril 2010 portant modification de la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques .....	473
Commune de LABRY - Expropriation de la parcelle cadastrée AE n°166 située au lieu-dit « L'Hospice », nécessaire à la réalisation d'un lotissement d'habitation sur le territoire de la commune de LABRY – Extrait de l'arrêté du 13 avril 2010 portant déclaration d'utilité publique.....	473
Commune de LABRY - Expropriation de la parcelle cadastrée AE n°166 d'une superficie de 1960 m2 située au lieu-dit « L'Hospice », nécessaire à la réalisation d'un lotissement d'habitation sur le territoire de la commune de LABRY – Extrait de l'arrêté de cessibilité du 13 avril 2010 .....	474
<b>DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES .....</b>	<b>474</b>
Bureau des réglementations.....	474
Extrait de l'arrêté du 6 mars 2010 portant autorisation de l'exercice d'activité de recherches privées - Autorisation préfectorale n°9/54 .....	474
Extrait de l'arrêté du 30 mars 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE LES NANCY .....	474
Extrait de l'arrêté modificatif du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à CHANTEHEUX.....	475
Extrait de l'arrêté modificatif du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY .....	475
Extrait de l'arrêté modificatif du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE LES NANCY .....	475
Extrait de l'arrêté modificatif du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY .....	476
Extrait de l'arrêté modificatif du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY .....	476
Extrait de l'arrêté du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à COLOMBEY-les-BELLES .....	477
Extrait de l'arrêté du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à JOEUF.....	477
Extrait de l'arrêté modificatif du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY .....	477
Extrait de l'arrêté modificatif du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NEUVES MAISONS.....	478
Extrait de l'arrêté modificatif du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à PONT A MOUSSON .....	478
Extrait de l'arrêté modificatif du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à REHON .....	479
Extrait de l'arrêté modificatif du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à SAINT NICOLAS DE PORT.....	479
Extrait de l'arrêté modificatif du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à TOUL.....	480
Extrait de l'arrêté modificatif du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à VILLERS LES NANCY .....	480
Extrait de l'arrêté modificatif du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à VILLERUPT.....	481
Extrait de l'arrêté modificatif du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à CHAMPIGNEULLES .....	481
Extrait de l'arrêté modificatif du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à JARVILLE .....	481
Extrait de l'arrêté modificatif du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à POMPEY .....	482
Extrait de l'arrêté modificatif du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à SAULXURES-lès-NANCY .....	482
Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à SAINT-NICOLAS-de-PORT .....	482
Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à JEANDELAINCOURT .....	483
Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à MONT-SAINT-MARTIN.....	483
Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à HOUEMONT.....	483
Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à JARNY .....	484
Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à FROUARD .....	484
Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY .....	485
Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY.....	485
Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY.....	485
Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY.....	486
Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE.....	486
Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE.....	487
Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE.....	487
Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE.....	488
Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE.....	488
Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE.....	488
Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE.....	489
Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE.....	489
Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY.....	490
Extrait de l'arrêté du 12 avril 2010 portant retrait de l'autorisation préfectorale n°173 accordée à l'entreprise de gardiennage AMC Protection à VANDOEUVRE LES NANCY.....	490
Extrait de l'arrêté du 8 avril 2010 portant autorisation administrative de l'entreprise privée de sécurité MOUSS SECURITE PRIVEE à NANCY - Autorisation préfectorale n°220.....	491
Extrait de l'arrêté du 8 avril 2010 portant autorisation administrative de l'entreprise privée de sécurité VS 54 à NANCY - Autorisation préfectorale n°221 .....	491
<b>DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....</b>	<b>492</b>
Bureau de l'interministériat.....	492
Arrêté N°10.BI.24 du 15 avril 2010 accordant délégation de signature à Mme Sophie ROUSSAUX, attachée principale, chef du pôle juridique interministériel .....	492
Arrêté N°10.BI.25 du 15 avril 2010 accordant délégation de signature à M. Frédéric BERNARDO, sous-préfet, directeur de cabinet.....	492
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....</b>	<b>493</b>
<b>AGENCE REGIONALE DE SANTÉ DE LORRAINE.....</b>	<b>493</b>
Arrêté n°2010-02 en date du 1 <sup>er</sup> avril 2010 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine .....	493
<b>DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE .....</b>	<b>496</b>
Extrait de l'arrêté du 25 mars 2010 autorisant la capture temporaire, le marquage, le transport, la détention, l'utilisation et le relâcher de spécimens d'espèces animales protégées.....	496
Extrait de l'arrêté n°2010-54-002 du 12 avril 2010 mettant en demeure la société Nancy Energy de respecter avant le 31 juillet 2010 les dispositions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 6 décembre 1982.....	497

<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE .....</b>	<b>497</b>
Service solidarité - insertion.....	497
Extrait de l'arrêté des 12 mars 2010 et 18 mars 2010 portant sur les missions et la composition des commissions territoriales pour le droit au logement du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées en Meurthe-et-Moselle.....	497
Extrait de l'arrêté des 12 mars 2010 et 18 mars 2010 portant composition du comité responsable du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées en Meurthe-et-Moselle.....	498
Extrait de l'arrêté des 12 mars 2010 et 18 mars 2010 relatif à l'exercice des missions de la commission spécialisée de coordination des actions de prévention des expulsions locatives en Meurthe-et-Moselle.....	499
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....</b>	<b>499</b>
Service offre de soins de ville.....	499
Extrait de l'arrêté DDASS OSV N°0225/10 du 12 février 2010 relatif au transfert d'une officine de pharmacie à SAINT-CLEMENT - Licence n°54#01057.....	499
Service santé - environnement.....	500
Extrait de l'arrêté N°110/2010/DDASS/SE du 24 mars 2010 portant déclaration d'insalubrité rémissible de la maison d'habitation sise 15, rue de Verdun à BRIEY (54150).....	500
Service solidarité - autonomie .....	500
Extrait de l'arrêté 2010 DDASS/SSA N°368 - DISAS/D IRECTION PA/PH N°055 du 24 mars 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Saint-Louis » à LONGWY.....	500
Extrait de l'arrêté 2010 DDASS/SSA N°369 - DISAS/D IRECTION PA/PH N°054 du 24 mars 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Saint-François d'Assise » à PONT-A-MOUSSON.....	501
Extrait de l'arrêté 2010 DDASS/SSA N°370 - DISAS/D IRECTION PA/PH N°053 du 24 mars 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Saint-Charles » de BAYON.....	502
Extrait de l'arrêté 2010 DDASS/SSA N°371 - DISAS/D IRECTION PA/PH N°052 du 24 mars 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Les Iris » à ONVILLE .....	502
Extrait de l'arrêté 2010 DDASS/SSA N°372 - DIRSOL/ DIRECTION PA/PH N°051 du 24 mars 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Beau Site » à HARQUE .....	503
Extrait de l'arrêté 2010 DDASS/SSA N°385 - DIRSOL/ DIRECTION PA/PH N°076 du 24 mars 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Louis Quinquet » à LONGUYON .....	504
Extrait de l'arrêté 2010 DDASS/SSA N°421 - DIRSOL/ DIRECTION PA/PH N°080 du 31 mars 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) du centre hospitalier de BRIEY.....	504
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>505</b>
Service agriculture, forêt, chasse .....	505
Décision de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage lors de sa séance du 31 mars 2010. Formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles.....	505
<b>DIRECTION DÉPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE .....</b>	<b>506</b>
Avenant n°82 du 20 octobre 2009 à la Convention Collective du travail du 19 juin 1969 concernant les exploitations horticoles et les pépinières du département de Meurthe-et-Moselle – idcc 9542 .....	506
<b>RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ.....</b>	<b>506</b>
Arrêté du 6 avril 2010 portant recrutement d'un adjoint technique de recherche et de formation par PACTE.....	506
<b>AVIS ET COMMUNICATIONS .....</b>	<b>507</b>
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....</b>	<b>507</b>
<b>DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE .....</b>	<b>507</b>
Service aménagement durable, urbanisme, risques .....	507
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n°30153 du 7 avril 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de NEUVES MAISONS .....	507
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n°30530 du 14 avril 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de BREHAIN LA VILLE .....	507
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n°34976 du 14 avril 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de SAINT JULIEN LES GORZE .....	507
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n°38358 du 7 avril 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de VARANGEVILLE .....	507
<b>AUTRES SERVICES.....</b>	<b>508</b>
<b>CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....</b>	<b>508</b>
Avis de concours interne sur épreuves d'agent de maîtrise du 29 mars 2010 .....	508
<b>ETABLISSEMENT PUBLIC INTERCOMMUNAL 3H SANTE DE CIREY SUR VEZOUZE.....</b>	<b>508</b>
Avis de concours externe sur titres pour le recrutement d'un maître-ouvrier - option cuisine - du 12 avril 2010 .....	508

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****MINISTERE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE****Arrêté du 17 mars 2010 portant retrait de la reconnaissance en qualité d'organisation de producteurs**

Le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche,

VU le titre V du livre V du code rural et notamment les articles L.551 et D.551-1 à R.551-12 ;

VU l'arrêté du 18 mai 2004 portant reconnaissance en qualité d'organisation de producteurs dans le secteur bovin de la société coopérative agricole Coopérative Agricole de Production de Viande de Lorraine « CAPVL » ;

VU l'avis de la commission technique spécialisée du conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire du 16 mars 2010 ;

**ARRETE**

Article 1er - La reconnaissance en qualité d'organisation de producteurs dans le secteur bovin, accordée sous le numéro 54 01 2011 à la société coopérative agricole Coopérative Agricole de Production de Viande de Lorraine « CAPVL », dont le siège social est situé à VILLE-EN-VERMOIS (Meurthe-et-Moselle), est retirée à la suite de l'absorption de CAPVL par la société coopérative agricole Coopérative Agricole Lorraine « CAL ».

Article 2 - Le directeur général des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires est chargé de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une insertion au Journal Officiel de la République Française.

Paris le 17 mars 2010

Pour le ministre et par délégation,

Par empêchement du directeur général des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires,  
L'inspectrice en chef de la santé publique vétérinaire,  
Catherine ROGY

**Arrêté du 17 mars 2010 portant reconnaissance en qualité d'organisation de producteurs dans le secteur bovin**

Le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche,

VU le titre V du livre V du code rural et notamment les articles L.551 et D.551-1 à R.551-12 ;

VU l'avis de la commission technique spécialisée du conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire du 16 mars 2010 ;

**ARRETE**

Article 1er - La société coopérative agricole Coopérative Agricole Lorraine, « CAL », dont le siège social est situé à LAXOU (Meurthe-et-Moselle), est reconnue en qualité d'organisation de producteurs sous le numéro 54 01 2239 dans le secteur bovin sur la zone suivante :

- département de Meurthe-et-Moselle
- département des Vosges.

Article 2 - Le directeur général des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires est chargé de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une insertion au Journal Officiel de la République Française.

Paris le 17 mars 2010

Pour le ministre et par délégation,

Par empêchement du directeur général des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires,  
L'inspectrice en chef de la santé publique vétérinaire,  
Catherine ROGY

**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****CABINET**

*Bureau du cabinet*

**Extrait de l'arrêté du 26 mars 2010 attribuant une récompense pour acte de courage et de dévouement**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : la médaille de bronze pour acte de courage et de dévouement est décernée à :

- M. Michel CAREME, artisan grutier
- M. Michel HAUSKNECHT, agent technique pour le syndicat intercommunal des eaux du Soiron.

Le 5 janvier 2010, vers 18 H 30, lieu dit le hameau de Tichemont, un agent de réseaux intercommunal des eaux du Soiron était dépêché sur une fuite d'une canalisation d'eau potable, située dans un regard en béton, de type sarcophage, contenant une vanne. Lors de l'intervention, la canalisation se rompa et la vanne en fonte bloqua la jambe de M. ROHRBACHER. Rapidement le niveau d'eau atteignait le visage de M. ROHRBACHER.

M. HAUSKNECHT, agent technique, n'hésitait pas à plonger pour maintenir la tête de M. ROHRBACHER hors de l'eau, mais la montée, trop rapide, noyait la victime.

M. CAREME, conducteur d'un tracto pelle, s'empressait de dégager la dalle du regard afin que l'eau puisse s'évacuer.

Le courage et l'intervention rapide de MM. HAUSKNECHT et CAREME ont permis de sauver la victime.

Article 2 : le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur départemental de la sécurité publique et sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 26 mars 2010

Le préfet,  
Dominique BELLION

**Extrait de l'arrêté du 6 avril 2010 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : la mention honorable pour actes de courage et de dévouement est décernée au :

- Caporal chef David ESNAULT

Le 11 janvier 2010, les secours de Toul sont engagés pour une VL camionnette tombée dans le canal à grand gabarit, au port Saint Mansuy sur la commune de Toul. Face à cette situation et malgré des conditions météorologiques défavorables, le caporal ESNAULT équipé de matériel de sécurité réglementaire, se jette à l'eau pour effectuer une reconnaissance.

Cette reconnaissance permet de lever rapidement le doute quant à la présence d'éventuelles victimes dans le véhicule.

L'engagement volontaire et l'action déterminée du caporal ESNAULT qui, dans l'exercice de ses fonctions et face à une situation difficile, a su faire preuve d'un grand sang froid et d'un courage remarquable.

Article 2 : le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur départemental des services d'incendie et de secours et sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 6 avril 2010

Le préfet,  
Dominique BELLION

## MISSION ECONOMIQUE

### Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 9 avril 2010

Réunie le 8 avril 2010, la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle a autorisé la SNC SEPRIC REALISATIONS, en qualité de promoteur, à créer un ensemble commercial comprenant 3 cellules de vente :

- une cellule de 990 m<sup>2</sup> à l'enseigne KOODZA ;
  - une cellule de 550 m<sup>2</sup> à l'enseigne MAXIZOO ;
  - une cellule de 995 m<sup>2</sup> de commerce d'habillement dont l'enseigne n'est pas encore désignée ;
- à FROUARD- ZAC du saule Gaillard.

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de FROUARD.

Nancy, le 9 avril 2010

Pour le préfet et par délégation,  
La sous préfète chargée de mission,  
Juliette TRIGNAT

## DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES

### *Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement*

### Extrait de l'arrêté N° 65 du autorisant les agents et mandataires du syndicat intercommunal des eaux d'Atton à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées, afin que soient réalisées des études de sondage pour le projet de réalisation d'un puits dans les alluvions de la Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que le syndicat intercommunal des eaux d'Atton exploite un puits dont la qualité de l'eau s'est dégradée et nécessite aujourd'hui un traitement de filtration avant d'être délivrée à la population ;

Considérant qu'en conséquence, l'alimentation en eau potable, desservie sur le territoire du syndicat intercommunal, est susceptible d'être fragilisée, en cas de défaillance de ce puits, qui est le seul exploité par le syndicat intercommunal des eaux d'Atton ;

Considérant ainsi que le syndicat intercommunal des eaux d'Atton fonde le projet de réaliser un nouveau puits afin d'améliorer la qualité de l'eau captée ;

Considérant que le syndicat intercommunal des eaux d'Atton a obtenu un récépissé de déclaration du 25 mai 2009 au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement portant sur la réalisation d'un puits dans les alluvions de la Moselle à Atton ;

Considérant que le rapport établi le 14 mai 2009 par l'Association scientifique pour la géologie et ses applications définit l'emplacement et la nature des travaux de réalisation de ce puits ;

Considérant que des études de sondage, consistant en un premier forage d'essai, sont nécessaires pour établir les éléments qualitatifs et quantitatifs de l'eau captée à cet emplacement ;

Considérant qu'il convient de prendre toutes mesures pour que le personnel du syndicat intercommunal des eaux d'Atton et de ses mandataires n'éprouve aucun empêchement de la part des propriétaires, occupants ou exploitants des terrains concernés par l'opération précitée ;

Considérant qu'il y a donc lieu d'autoriser les agents du syndicat intercommunal des eaux d'Atton à pénétrer sur les parcelles ci-dessous mentionnées, aux fins d'apprécier l'opportunité de réaliser le projet envisagé par le syndicat intercommunal des eaux d'Atton ;

### ARRETE

Article 1er - Les agents du syndicat intercommunal des eaux d'Atton, ainsi que les agents des entreprises placées sous son ordre, sont autorisés, sous réserves des droits des tiers, à pénétrer, pour une durée de 12 mois, sur les parcelles mentionnées ci-après, aux fins de procéder à des études de sondage consistant en la réalisation d'un forage d'essai permettant d'identifier les éléments qualitatifs et quantitatifs permettant la réalisation d'un nouveau puits d'alimentation en eau potable à l'emplacement concerné par les parcelles ci-dessous mentionnées.

A cet effet, ils pourront pénétrer dans les propriétés publiques ou privées, closes ou non closes (sauf à l'intérieur des maisons d'habitation et dans les bois soumis au régime forestier), y planter des balises, y établir des jalons et piquets ou repères, y pratiquer des sondages ou forages d'essai, des fouilles et coupures et y exécuter des ouvrages temporaires et autres travaux ou opérations que les travaux de recherche d'un nouveau puits rendent indispensables.

Les essais devront permettre d'examiner en conditions réelles la possibilité de réaliser un nouveau puits.

Les opérations ci-dessus peuvent être effectuées sur les parcelles :

- Section ZH n°14 de la commune d'ATTON
- Section ZH n°16 de la commune d'ATTON
- Section ZH n°18 de la commune d'ATTON
- Section ZH n°19 de la commune d'ATTON
- Section ZH n°20 de la commune d'ATTON
- Section ZH n°21 de la commune d'ATTON

La carte annexée au présent arrêté permet de localiser les parcelles concernées.

Article 2 - Chaque agent chargé des études et travaux dans ce cadre sera muni d'une copie du présent arrêté qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.

Article 3 - Dans les propriétés closes, l'introduction des agents susvisés n'aura lieu qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 5 de la loi du 29 décembre 1892 modifiée par l'ordonnance n°58.997 du 23 octobre 1958 et le décret n°65.201 du 12 mars 1965.

Article 4 - Le maire, la gendarmerie, les gardes-champêtres et forestiers, les propriétaires et les habitants de la commune sont invités à prêter aide et assistance en tant que de besoin aux agents effectuant les études et travaux.

Conformément aux dispositions de l'article 433-11 du code pénal, il est interdit de troubler, de quelque manière que ce soit, l'exécution des travaux, ainsi que d'arracher ou de déplacer des balises, piquets, jalons, bornes, repères ou signaux placés dans ce cadre.

Article 5 - Tout dommage causé aux propriétaires, champs et récoltes par les travaux désignés ci-dessus sera réglé, à défaut d'entente amiable, entre l'intéressé et l'opérateur, par le tribunal administratif de Nancy, dans les conditions prévues aux dispositions du code de justice administrative.

Les indemnités qui pourraient être dues pour dommages causés aux propriétaires par les agents chargés des études et travaux seront à la charge du syndicat intercommunal des eaux d'Atton.

Toutefois, il ne pourra être abattu d'arbres fruitiers, d'ornement ou de haute futaie, avant qu'un accord amiable ne soit établi sur leur valeur ou qu'à défaut de cet accord, il n'ait été procédé à une constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires à l'évaluation des dommages.

Article 6 - La présente autorisation est valable 12 mois à compter de la date de publication et d'affichage du présent arrêté et deviendra caduque si elle n'est pas suivie d'un début d'exécution dans un délai de 8 mois.

Article 7 - Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture et sera affiché dans la commune d'Atton au moins 10 jours avant le début des opérations.

Aux frais du syndicat intercommunal des eaux d'Atton, le maire d'Atton est expressément chargé de notifier le présent arrêté aux propriétaires et aux locataires des immeubles concernés.

Article 8 - Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 9 - Le secrétaire général de la préfecture, le maire d'Atton et le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Nancy, le 27 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

## DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

### Bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales

#### Extrait de l'arrêté en date du 13 avril 2010 fixant la liste des communes rurales du département de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant l'obligation pour le préfet de fixer par arrêté la liste des communes rurales dans le département conformément aux dispositions du II de l'article D 3334-8-1 du code précité ;

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> : La liste des communes rurales du département de Meurthe-et-Moselle est fixée conformément à l'annexe jointe au présent arrêté.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à M. président du conseil général de Meurthe-et-Moselle. Il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 13 avril 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

Code INSEE	Nom commune	Code INSEE	Nom commune
54001	ABAUCOURT	54058	BECHAMPS
54002	ABBEVILLE-LES-CONFLANS	54059	BELLEAU
54003	ABONCOURT	54060	BELLEVILLE
54004	AFFLEVILLE	54061	BENAMENIL
54005	AFFRACOURT	54062	BENNEY
54006	AGINCOURT	54063	BERNECOURT
54007	AINGERAY	54064	BERTRAMBOIS
54008	ALLAIN	54065	BERTRICHAMPS
54009	ALLAMONT	54066	BETTAINVILLERS
54010	ALLAMPS	54067	BEUVEILLE
54011	ALLONDRELLE-LA-MALMAISON	54068	BEUVEZIN
54012	AMANCE	54069	BEUVILLERS
54013	AMENONCOURT	54070	BEY-SUR-SEILLE
54014	ANCERVILLER	54071	BEZANGE-LA-GRANDE
54015	ANDERNY	54072	BEZAUMONT
54016	ANDILLY	54073	BICQUELEY
54017	ANGOMONT	54074	BIENVILLE-LA-PETITE
54018	ANOUX	54075	BIONVILLE
54019	ANSAUVILLE	54077	BLAMONT
54020	ANTHELUPT	54078	BLEMEREY
54021	ARMAUCOURT	54080	BLENOD-LES-TOUL
54022	ARNAVILLE	54081	BOISMONT
54023	ARRACOURT	54082	BONCOURT
54024	ARRAYE-ET-HAN	54083	BONVILLER
54025	ART-SUR-MEURTHE	54084	MONT-BONVILLERS
54026	ATHIENVILLE	54085	BORVILLE
54027	ATTON	54086	BOUCQ
54029	AUDUN-LE-ROMAN	54087	BOUILLONVILLE
54030	AUTREPIERRE	54088	BOUVRON
54031	AUTREVILLE-SUR-MOSELLE	54089	BOUXIERES-AUX-CHENES

54032	AUTREY	54091	BOUXIERES-SOUS-FROIDMONT
54033	AVILLERS	54092	BOUZANVILLE
54034	AVRAINVILLE	54093	BRAINVILLE
54035	AVRICOURT	54094	BRALLEVILLE
54036	AVRIL	54095	BRATTE
54037	AZELOT	54096	BREHAIN-LA-VILLE
54038	AZERAILLES	54097	BREMENIL
54040	BADONVILLER	54098	BREMONCOURT
54041	BAGNEUX	54100	BRIN-SUR-SEILLE
54042	BAINVILLE-AUX-MIROIRS	54101	BROUVILLE
54043	BAINVILLE-SUR-MADON	54102	BRULEY
54044	BARBAS	54103	BRUVILLE
54045	BARBONVILLE	54104	BUISSONCOURT
54046	BARISEY-AU-PLAIN	54105	BULLIGNY
54047	BARISEY-LA-COTE	54106	BURES
54048	BAROCHES	54107	BURIVILLE
54049	BASLIEUX	54108	BURTHECOURT-AUX-CHENES
54050	BATHELEMONT-LES-BAUZEMONT	54109	CEINTREY
54051	BATILLY	54110	CERVILLE
54052	BATTIGNY	54112	CHAMBLEY-BUSSIERES
54053	BAUZEMONT	54113	CHAMPENOUX
54054	BAYON	54114	CHAMPEY-SUR-MOSELLE
54055	BAYONVILLE-SUR-MAD	54116	CHANTEHEUX
54056	BAZAILLES	54117	CHAOUILLEY
54057	BEAUMONT	54118	CHARENCY-VEZIN
54119	CHAREY	54180	ERBEVILLER-SUR-AMEZULE
54120	CHARMES-LA-COTE	54181	ERROUVILLE
54121	CHARMOIS	54182	ESSEY-ET-MAIZERAIS
54122	CHAUDENEY-SUR-MOSELLE	54183	ESSEY-LA-COTE
54123	CHAVIGNY	54185	ETREVAL
54124	CHAZELLES-SUR-ALBE	54186	EULMONT
54125	CHENEVIERES	54187	EUVEZIN
54126	CHENICOURT	54188	FAULX
54127	CHENIERES	54189	FAVIERES
54128	CHOLOY-MENILLOT	54190	FECOCOURT
54129	CIREY-SUR-VEZOUZE	54191	FENNEVILLER
54130	CLAYEURES	54192	FERRIERES
54131	CLEMERY	54193	FEY-EN-HAYE
54132	CLEREY-SUR-BRENON	54194	FILLIERES
54133	COINCOURT	54195	FLAINVAL
54134	COLMEY	54196	FLAVIGNY-SUR-MOSELLE
54135	COLOMBEY-LES-BELLES	54198	FLEVILLE-LIXIERES
54137	CONS-LA-GRANDVILLE	54199	FLIN
54139	COURBESSEAUX	54200	FLIREY
54140	COURCELLES	54201	FONTENOY-LA-JOUTE
54141	COYVILLER	54202	FONTENOY-SUR-MOSELLE
54142	CRANTENOY	54203	FORCELLES-SAINT-GORGON
54143	CREPEY	54204	FORCELLES-SOUS-GUGNEY
54144	CREVECHAMPS	54205	FOUG
54145	CREVIC	54206	FRAIMBOIS
54146	CREZILLES	54207	FRAISNES-EN-SAINTOIS
54147	CRION	54208	FRANCHEVILLE
54148	CROISMARE	54209	FRANCONVILLE
54149	CRUSNES	54210	FREMENIL
54151	CUTRY	54211	FREMONVILLE
54153	DAMPVITOUX	54212	FRESNOIS-LA-MONTAGNE

54154	DENEUVRE	54213	FRIAUVILLE
54155	DEUXVILLE	54214	FROLOIS
54156	DIARVILLE	54216	FROVILLE
54157	DIEULOUARD	54217	GELACOURT
54158	DOLCOURT	54218	GELAUCOURT
54160	DOMEVRE-EN-HAYE	54219	GELLENONCOURT
54161	DOMEVRE-SUR-VEZOUZE	54220	GEMONVILLE
54162	DOMGERMAIN	54221	GERBECOURT-ET-HAPLEMONT
54163	DOMJEVIN	54222	GERBEVILLER
54164	DOMMARIE-EULMONT	54223	GERMINY
54165	DOMMARTEMONT	54224	GERMONVILLE
54166	DOMMARTIN-LA-CHAUSSEE	54225	GEZONCOURT
54167	DOMMARTIN-LES-TOUL	54226	GIBEAUMEIX
54168	DOMMARTIN-SOUS-AMANCE	54227	GIRAUMONT
54169	DOMPRIX	54228	GIRIVILLER
54170	DOMPTAIL-EN-L'AIR	54229	GLONVILLE
54171	DONCOURT-LES-CONFLANS	54230	GOGNEY
54172	DONCOURT-LES-LONGUYON	54231	GONDRECOURT-AIX
54173	DROUVILLE	54232	GONDREVILLE
54175	EINVAUX	54233	GONDREXON
54176	EINVILLE-AU-JARD	54234	GORCY
54177	EMBERMENIL	54235	GOVILLER
54178	EPIEZ-SUR-CHIERS	54236	GRAND-FAILLY
54179	EPLY	54237	GRIMONVILLER
54238	GRIPPORT	54302	LANTEFONTAINE
54239	GRISCOURT	54303	LARONXE
54240	GROSROUVRES	54306	LAY-SAINT-REMY
54241	GUGNEY	54307	LEBEUVILLE
54242	GYE	54308	LEINTREY
54243	HABLAINVILLE	54309	LEMAINVILLE
54244	HAGEVILLE	54310	LEMENIL-MITRY
54245	HAIGNEVILLE	54311	LENONCOURT
54246	HALLOVILLE	54312	LESMENILS
54247	HAMMEVILLE	54313	LETRICOURT
54248	HAMONVILLE	54315	LEYR
54249	HANNONVILLE-SUZEMONT	54316	LIMEY-REMENAUVILLE
54250	HARAUCCOURT	54317	LIRONVILLE
54251	HARBOUEY	54320	LOISY
54252	HAROUÉ	54324	LOREY
54253	HATRIZE	54325	LOROMONTZEY
54254	HAUCOURT-MOULAINÉ	54326	LUBEY
54255	HAUDONVILLE	54327	LUCEY
54256	HAUSSONVILLE	54330	LUPCOURT
54258	HENAMENIL	54331	MAGNIERES
54259	HERBEVILLER	54332	MAIDIERES
54260	HERIMENIL	54333	MAILLY-SUR-SEILLE
54262	HOEVILLE	54334	MAIRY-MAINVILLE
54264	HOUELMONT	54335	MAIXE
54266	HOUDREVILLE	54336	MAIZIERES
54268	HOUSSEVILLE	54337	MALAVILLERS
54269	HUDIVILLER	54338	MALLELOY
54270	HUSSIGNY-GODBRANGE	54340	MAMEY
54271	IGNEY	54341	MANCE
54272	JAILLON	54342	MANCIEULLES
54275	JAULNY	54343	MANDRES-AUX-QUATRE-TOURS
54276	JEANDELAINCOURT	54344	MANGONVILLE



54277	JEANDELIZE	54345	MANONCOURT-EN-VERMOIS
54278	JEVONCOURT	54346	MANONCOURT-EN-WOEVRE
54279	JEZAINVILLE	54348	MANONVILLE
54281	JOLIVET	54349	MANONVILLER
54282	JOPPECOURT	54350	MARAINVILLER
54283	JOUAVILLE	54351	MARBACHE
54284	JOUDREVILLE	54352	MARON
54285	JUVRECOURT	54353	MARS-LA-TOUR
54286	LABRY	54354	MARTHEMONT
54287	LACHAPELLE	54355	MARTINCOURT
54288	LAGNEY	54356	MATTEKEY
54289	LAITRE-SOUS-AMANCE	54358	MAZERULLES
54290	LAIX	54359	MEHONCOURT
54291	LALOEUF	54360	MENIL-LA-TOUR
54292	LAMATH	54362	MERCY-LE-BAS
54293	LANDECOURT	54363	MERCY-LE-HAUT
54294	LANDREMONT	54364	MEREVILLE
54295	LANDRES	54365	MERVILLER
54296	LANEUVELOTTÉ	54366	MESSEIN
54297	LANEUVEVILLE-AUX-BOIS	54367	MEXY
54298	LANEUVEVILLE-DERRIERE-FOUG	54368	MIGNEVILLE
54299	LANEUVEVILLE-DEVANT-BAYON	54369	MILLERY
54301	LANFROICOURT	54370	MINORVILLE
54371	MOINEVILLE	54433	PORT-SUR-SEILLE
54372	MOIVRONS	54434	PRAVE
54373	MONCEL-LES-LUNEVILLE	54435	PRENY
54374	MONCEL-SUR-SEILLE	54436	PREUTIN-HIGNY
54375	MONTAUVILLE	54437	PULLIGNY
54376	MONTENOY	54438	PULNEY
54377	MONTIGNY	54440	PUXE
54378	MONTIGNY-SUR-CHIERS	54441	PUXIEUX
54379	MONT-L'ETROIT	54442	QUEVILLONCOURT
54380	MONT-LE-VIGNOBLE	54443	RAON-LES-LEAU
54381	MONTREUX	54444	RAUCOURT
54383	MONT-SUR-MEURTHE	54445	RAVILLE-SUR-SANON
54385	MORFONTAINE	54446	RECHICOURT-LA-PETITE
54386	MORIVILLER	54447	RECLONVILLE
54387	MORVILLE-SUR-SEILLE	54449	REHAINVILLER
54388	MOUACOURT	54450	REHERREY
54389	MOUAVILLE	54452	REILLON
54390	MOUSSON	54453	REMBER COURT-SUR-MAD
54391	MOUTIERS	54455	REMENOVILLE
54392	MOUTROT	54456	REMEREVILLE
54393	MOYEN	54457	REMONCOURT
54394	MURVILLE	54458	REPAIX
54396	NEUFMAISONS	54459	RICHARDMENIL
54398	NEUVILLER-LES-BADONVILLER	54460	ROGEVILLE
54399	NEUVILLER-SUR-MOSELLE	54461	ROMAIN
54400	NOMENY	54462	ROSIERES-AUX-SALINES
54401	NONHIGNY	54463	ROSIERES-EN-HAYE
54402	NORROY-LE-SEC	54464	ROUVES
54403	NORROY-LES-PONT-A-MOUSSON	54465	ROVILLE-DEVANT-BAYON
54404	NOVIAANT-AUX-PRES	54466	ROYAUMEIX
54405	OCHEY	54467	ROZELIEURES
54406	OGEVILLER	54468	SAFFAIS
54407	OGNEVILLE	54469	SAINT-AIL

54408	OLLEY	54470	SAINT-BAUSSANT
54409	OMELMONT	54471	SAINT-BOINGT
54410	ONVILLE	54472	SAINT-CLEMENT
54411	ORMES-ET-VILLE	54473	SAINT-FIRMIN
54412	OTHE	54474	SAINTE-GENEVIEVE
54413	OZERAILLES	54475	SAINT-GERMAIN
54414	PAGNEY-DERRIERE-BARINE	54476	SAINT-JEAN-LES-LONGUYON
54415	PAGNY-SUR-MOSELLE	54477	SAINT-JULIEN-LES-GORZE
54416	PANNES	54478	SAINT-MARCEL
54417	PAREY-SAINT-CESAIRE	54479	SAINT-MARD
54418	PARROY	54480	SAINT-MARTIN
54419	PARUX	54481	SAINT-MAURICE-AUX-FORGES
54420	PETIT-FAILLY	54484	SAINTE-POLE
54421	PETITMONT	54485	SAINT-PANCRE
54422	PETTONVILLE	54486	SAINT-REMIMONT
54423	PEXONNE	54487	SAINT-REMY-AUX-BOIS
54424	PHLIN	54488	SAINT-SAUVEUR
54425	PIENNES	54489	SAINT-SUPPLET
54426	PIERRE-LA-TREICHE	54490	SAIZERAIS
54427	PIERRE-PERCEE	54491	SANCY
54428	PIERREPONT	54492	SANZEY
54429	PIERREVILLE	54494	SAULXEROTTE
54496	SAULXURES-LES-VANNES	54558	VELAINE-SOUS-AMANCE
54497	SAXON-SION	54559	VELLE-SUR-MOSELLE
54499	SEICHEPREY	54560	VENEY
54500	SELAINCOURT	54561	VENNEZEY
54501	SERANVILLE	54562	VERDENAL
54502	SERRES	54563	VEZELISE
54504	SERROUVILLE	54564	VIEVILLE-EN-HAYE
54505	SEXEY-AUX-FORGES	54565	VIGNEULLES
54506	SEXEY-LES-BOIS	54566	VILCEY-SUR-TREY
54507	SIONVILLER	54567	VILLACOURT
54508	SIVRY	54568	VILLE-AU-MONTOIS
54509	SOMMERVILLER	54569	VILLE-AU-VAL
54510	SORNEVILLE	54570	VILLECEY-SUR-MAD
54511	SPONVILLE	54571	VILLE-EN-VERMOIS
54512	TANCONVILLE	54572	VILLE-HOUDLEMONT
54513	TANTONVILLE	54573	VILLERS-EN-HAYE
54514	TELLANCOURT	54574	VILLERS-LA-CHEVRE
54515	THELOD	54575	VILLERS-LA-MONTAGNE
54516	THEY-SOUS-VAUDEMONT	54576	VILLERS-LE-ROND
54517	THEZEY-SAINT-MARTIN	54577	VILLERS-LES-MOIVRONS
54518	THIAUCOURT-REGNIEVILLE	54579	VILLERS-SOUS-PRENY
54519	THIAVILLE-SUR-MEURTHE	54581	VILLE-SUR-YRON
54520	THIEBAUMENIL	54582	VILLETTE
54521	THIL	54583	VILLEY-LE-SEC
54522	THOREY-LYAUTEY	54584	VILLEY-SAINT-ETIENNE
54523	THUILLEY-AUX-GROSEILLES	54585	VIRECOURT
54524	THUMEREVILLE	54586	VITERNE
54525	TIERCELET	54587	VITREY
54527	TONNOY	54588	VITRIMONT
54529	TRAMONT-EMY	54589	VITTONVILLE
54530	TRAMONT-LASSUS	54590	VIVIERS-SUR-CHIERS
54531	TRAMONT-SAINT-ANDRE	54591	VOINEMONT
54532	TREMBLECOURT	54592	VRONCOURT
54533	TRIEUX	54593	WAVILLE

54534	TRONDES	54594	XAMMES
54535	TRONVILLE	54595	XERMAMENIL
54537	UGNY	54596	XEUILLEY
54538	URUFFE	54597	XIROCOURT
54539	VACQUEVILLE	54598	XIVRY-CIRCOURT
54540	VAL-ET-CHATILLON	54599	XONVILLE
54541	VALHEY	54600	XOUSSE
54542	VALLEROY	54601	XURES
54543	VALLOIS	54602	HAN DEVANT PIERREPONT
54544	VANDELAINVILLE		
54545	VANDELEVILLE		
54546	VANDIERES		
54548	VANNES-LE-CHATEL		
54550	VATHIMENIL		
54551	VAUCOURT		
54552	VAUDEMONT		
54553	VAUDEVILLE		
54554	VAUDIGNY		
54555	VAXAINVILLE		
54556	VEHO		
54557	VELAINE-EN-HAYE		

### Bureau des procédures environnementales

#### Extrait de l'arrêté du 6 avril 2010 portant modification de la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Article 1er : L'article 1er de l'arrêté préfectoral n°845 du 21 juillet 2009 précité est modifié comme suit :

- 1er groupe – Représentants des services de l'État :

\* M. le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant en remplacement de Mme la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

Le reste sans changement

Article 2 : Délais et voie de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 3 : Exécution de l'arrêté

M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres du conseil et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 6 avril 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture,  
François MALHANCHE

#### Commune de LABRY - Expropriation de la parcelle cadastrée AE n°166 située au lieu-dit « L'Hospice », nécessaire à la réalisation d'un lotissement d'habitation sur le territoire de la commune de LABRY – Extrait de l'arrêté du 13 avril 2010 portant déclaration d'utilité publique

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDERANT que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies ;

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> - L'acquisition par l'Etablissement Public Foncier de Lorraine (EPFL) de la parcelle cadastrée AE n°166 située au lieu-dit « L'Hospice » nécessaire à la réalisation d'un lotissement d'habitation sur le territoire de la commune de LABRY est déclarée d'utilité publique.

Article 2 - L'Etablissement Public Foncier de Lorraine (EPFL) est autorisé à acquérir la parcelle nécessaire au projet, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

Article 3 - L'expropriation doit être accomplie dans le délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 4 - Le présent arrêté sera affiché, dès sa réception, dans la commune de LABRY aux lieux habituels d'information du public. L'accomplissement de cette formalité sera constaté par la production d'un certificat d'affichage établi par le maire.

Il sera en, outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 - Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Sous-Préfet de BRIEY, le maire de LABRY, le Directeur général de l'EPFL sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au Président du tribunal administratif de Nancy et au commissaire enquêteur.

Nancy, le 13 avril 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

**Commune de LABRY - Expropriation de la parcelle cadastrée AE n°166 d'une superficie de 1960 m2 située au lieu-dit « L'Hospice », nécessaire à la réalisation d'un lotissement d'habitation sur le territoire de la commune de LABRY – Extrait de l'arrêté de cessibilité du 13 avril 2010**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDERANT que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - La parcelle désignée sur l'état et le plan parcellaires annexés au présent arrêté, nécessaire à la réalisation du projet, est déclarée immédiatement cessible à l'Etablissement Public Foncier de Lorraine (EPFL).

Article 2 - La déclaration de cessibilité du terrain est valable pour une durée de six mois.

Article 3 - A défaut de cession amiable de cette parcelle, il sera procédé par voie d'expropriation légale.

Article 4 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et notifié, par l'expropriant, en pli recommandé avec avis de réception, au propriétaire concerné.

Article 5 - Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Sous-Préfet de BRIEY, le maire de LABRY et le directeur général de l'Etablissement Public Foncier de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 13 avril 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

---

**DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES**  
*Bureau des réglementations*

**Extrait de l'arrêté du 6 mars 2010 portant autorisation de l'exercice d'activité de recherches privées - Autorisation préfectorale n°9/54**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que M Christophe GOUNY remplit les conditions de nationalité, d'aptitude professionnelle et qu'il n'est pas frappé d'une des incapacités à exercer, mentionnées à l'article 22 de la loi 83-629 du 12 juillet 1983 modifiée réglementant les activités privées de sécurité

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> – Monsieur Christophe GOUNY né le 2 avril 1971 à Blois et domicilié 4, rue de la GARGASSE 54800 DONCOURT-LES-CONFLANS est autorisé à exercer l'activité de recherches privées.

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur Christophe GOUNY
  - Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique
  - Monsieur le greffier du tribunal de commerce de Nancy
- et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.
- Nancy, le 6 mars 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

**Voies et délais de recours**

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez
- Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales- Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux-11, rue des Saussaies 75008 Paris Cédex 08

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif-5, place de la Carrière 54036 NANCY. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

---

**Extrait de l'arrêté du 30 mars 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE LES NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> – La société "RELAY France snc", anciennement dénommée "RELAIS H snc", est autorisée à renouveler son système de vidéosurveillance à l'hôpital de Nancy-Brabois - route de Neufchâteau à VANDOEUVRE LES NANCY (54500) qui comporte 4 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.02.0021**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Alexandra FLORENCE, gérante  
La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Alexandra FLORENCE, gérante,
  - M. le maire de VANDOEUVRE LES NANCY,
  - M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.
- Nancy, le 30 mars 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté modificatif du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à CHANTEHEUX**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – Le magasin INTERMARCHÉ SA COGER est autorisé à installer au N°1, rue Denis Papin - CHANTEHEUX (54300) un système de vidéosurveillance comportant 22 caméras dont 18 caméras intérieures et 4 caméras extérieures, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.03.0020**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. AVENIER, PDG.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. AVENIER, PDG
  - M. le maire de CHANTEHEUX,
  - M. le sous-préfet de Lunéville,
  - M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.,
- Nancy, le 30 mars 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté modificatif du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – ESSO SAF est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras, à la station ESSO Saint-Joseph – 54 avenue de la Libération et boulevard Albert 1<sup>er</sup> à NANCY (54000) ; en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.04.0011**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Charles AMYOT, directeur des ventes réseau ESSO SAF
- SAS NISCAYAH, centre de télésurveillance

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- à M. Charles AMYOT, directeur ventes réseau
  - au maire de Nancy
  - au directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.
- Nancy, le 30 mars 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté modificatif du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE LES NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La banque CM-CIC Services, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant six caméras dont quatre caméras intérieures et deux caméras extérieures, à l'agence CCM située au n°167, avenue du Général Leclerc – VANDOEUVRE LES NANCY (54500) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.04.0020**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- Le personnel de la CCM,
- Les agents du service sécurité CM-CIC Services,
- Le télésurveilleur,
- L'installateur du système.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la république.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Martine WAGNER-MAIRE, chargé la sécurité à la banque CM-CIC,
- M. le maire de VANDOEUVRE LES NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 30 mars 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté modificatif du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – L'Office Public de l'Habitat (OPH) est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant huit caméras, dans les halls d'entrées 17 à 23 bis du Cèdre Bleu au HAUT DU LIEVRE - NANCY (54000) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.04.0031**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Sylvain RICHARD, responsable de secteur à l'OPH,
- M. Christian UHL, responsable de secteur.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 5 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la république.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Sylvain RICHARD, responsable de secteur à l'OPH,
- M. le maire de NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 30 mars 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté modificatif du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – Le Crédit Agricole de Lorraine est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant six caméras, à l'agence du Crédit Agricole de NANCY Marché située au n°20, pla ce Henri Mengin – NANCY (54000) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.04.0090**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- Le directeur d'agence et son adjoint,
- Le responsable de la sécurité et son adjoint,
- Le personnel de la société CRITEL.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la république.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Robert CACCIATORE, responsable sécurité à la banque Crédit Agricole de Lorraine,
- M. le maire de NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 30 mars 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

#### Extrait de l'arrêté du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à COLOMBEY-les-BELLES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

##### ARRETE

Article 1er – M. Daniel THOMASSIN "sarl LA TRADITION", est autorisé à installer au N° 17 rue Carnot à COLOMBEY-les-BELLES (54170), un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.09.0079**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Daniel THOMASSIN.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 7 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Daniel THOMASSIN
- M. le maire de COLOMBEY-les-BELLES
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- M. le sous-préfet de TOUL

Nancy, le 30 mars 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

#### Extrait de l'arrêté du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à JOEUF

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

##### ARRETE

Article 1er – ESSO SAF - est autorisé à installer à la station ESSO au N° 96 rue FRANCHEPRE à JOEUF ( 54240) un système de vidéosurveillance comportant 2 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0047**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est :

- M. Charles AMYOT, directeur ventes réseau
- NISCAYAH SAS, installateur du système

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Charles AMYOT, directeur ventes réseau
- M. le maire de JOEUF
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique
- M. le sous-préfet de BRIEY

Nancy, le 30 mars 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

#### Extrait de l'arrêté modificatif du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La banque CM-CIC Services, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant cinq caméras dont trois caméras intérieures et deux caméras extérieures, à l'agence CCM située au n°5-6, place Saint Epvre – NANCY (54000) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.97.0288**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- Le personnel de la CCM,
- Les agents du service sécurité CM-CIC Services,
- Le télésurveilleur,
- L'installateur du système.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la république.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Martine WAGNER-MAIRE, chargé la sécurité à la banque CM-CIC,
- M. le maire de NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 30 mars 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté modificatif du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NEUVES MAISONS**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er –La banque CM-CIC Services, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant sept caméras dont six caméras intérieures et une caméra extérieure, à l'agence CC-CICM située au n°8, rue Roger Salengro – NEUVES MA ISONS (54230) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.97.0298**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- Le personnel de la CCM,
- Les agents du service sécurité CM-CIC Services,
- Le télésurveilleur,
- L'installateur du système.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la république.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Martine WAGNER-MAIRE, chargée de la sécurité à la banque CM-CIC,
- M. le maire de NEUVES MAISONS,
- M. le Colonel, Commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 30 mars 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté modificatif du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à PONT A MOUSSON**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er –La banque CM-CIC Services, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant huit caméras dont sept caméras intérieures et une caméra extérieure, à l'agence CCM située au n° 11 bis, place Thiers – PONT A MOUSSON (54700) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.97.0300**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- Le personnel de la CCM,
- Les agents du service sécurité CM-CIC Services,
- Le télésurveilleur,
- L'installateur du système.



La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la république.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Martine WAGNER-MAIRE, chargée de la sécurité à la banque CM-CIC,

- M. le maire de PONT A MOUSSON,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 30 mars 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

#### Extrait de l'arrêté modificatif du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à REHON

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### ARRETE

Article 1er – La banque CM-CIC Services, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras dont trois caméras intérieures et une caméra extérieure, à l'agence CC-CICM située au n°48, rue de Longwy – REHON (54430) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.97.0301**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- Le personnel de la CCM,

- Les agents du service sécurité CM-CIC Services,

- Le télésurveilleur,

- L'installateur du système.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la république.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Martine WAGNER-MAIRE, chargée de la sécurité à la banque CM-CIC,

- M. le maire de REHON,

- M. le sous-préfet de BRIEY,

- M. le Colonel, Commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 30 mars 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

#### Extrait de l'arrêté modificatif du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à SAINT NICOLAS DE PORT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### ARRETE

Article 1er – La banque CM-CIC Services, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras dont trois caméras intérieures et une caméra extérieure, à l'agence CCM située au n°54, rue Anatole France – SAINT NICOLAS DE PORT (54210) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.97.0304**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- Le personnel de la CCM,

- Les agents du service sécurité CM-CIC Services,

- Le télésurveilleur,

- L'installateur du système.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la république.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Martine WAGNER-MAIRE, chargé la sécurité à la banque CM-CIC,
  - M. le maire de SAINT NICOLAS DE PORT,
  - M. le directeur départemental de la sécurité publique
- Nancy, le 30 mars 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté modificatif du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à TOUL**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La banque CM-CIC Services, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant huit caméras dont sept caméras intérieures et une caméra extérieure, à l'agence CCM située au n°5, place de la République – TOUL (542 00) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.97.0305**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- Le personnel de la CCM,
- Les agents du service sécurité CM-CIC Services,
- Le télésurveilleur,
- L'installateur du système.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la république.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Martine WAGNER-MAIRE, chargé la sécurité à la banque CM-CIC,
  - Mme le maire de TOUL,
  - M. le sous-préfet de TOUL,
  - M. le directeur départemental de la sécurité publique.
- Nancy, le 30 mars 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté modificatif du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à VILLERS LES NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La banque CM-CIC Services, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant sept caméras dont six caméras intérieures et une caméra extérieure, à l'agence CCM située au n°36 bis, rue de la Libération – VILLERS LES NANCY (54600) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.97.0308**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- Le personnel de la CCM,
- Les agents du service sécurité CM-CIC Services,
- Le télésurveilleur,
- L'installateur du système.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la république.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Martine WAGNER-MAIRE, chargé la sécurité à la banque CM-CIC,
  - M. le maire de VILLERS LES NANCY,
  - M. le directeur départemental de la sécurité publique.
- Nancy, le 30 mars 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

**Extrait de l'arrêté modificatif du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à VILLERUPT**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**AR R E T E**

Article 1er – La banque CM-CIC Services, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant huit caméras dont sept caméras intérieures et une caméra extérieure, à l'agence CCM située au n°2, place Jeanne d'Arc – VILLERUPT (54 190) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.97.0309**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- Le personnel de la CCM,
- Les agents du service sécurité CM-CIC Services,
- Le télésurveilleur,
- L'installateur du système.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la république.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Martine WAGNER-MAIRE, chargé la sécurité à la banque CCM-CIC,
- M. le maire de VILLERUPT,
- M. le sous-préfet de BRIEY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 30 mars 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté modificatif du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à CHAMPIGNEULLES**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**AR R E T E**

Article 1er – La banque CM-CIC Services, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras dont trois caméras intérieures et une caméra extérieure, à l'agence CC-CICM située au n°8, rue de Nancy - CHAMPIGNEULLES (54250) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.99.0003**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- Le personnel de la CCM,
- Les agents du service sécurité CM-CIC Services,
- Le télésurveilleur,
- L'installateur du système.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la république.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Martine WAGNER-MAIRE, chargée de la sécurité à la banque CM-CIC,
- M. le maire de CHAMPIGNEULLES,
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 30 mars 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté modificatif du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à JARVILLE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**AR R E T E**

Article 1er – L'article 7 de l'arrêté préfectoral susvisé du 10 mars 2010 est modifié comme suit :

- "- M. Mathieu DOUVILLE, chargé de la sécurité à la CIC EST LAXOU CLB,
- M. le maire de JARVILLE
- M. le directeur départemental de la sécurité publique"

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Mathieu DOUVILLE, chargé de la sécurité à la CIC EST LAXOU CLB
  - M. le maire de JARVILLE
  - M. le directeur départemental de la sécurité publique
- Nancy, le 30 mars 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté modificatif du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à POMPEY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – L'article 7 de l'arrêté préfectoral susvisé du 10 mars 2010 est modifié comme suit

"- M. Mathieu DOUVILLE, chargé de sécurité à la CIC EST LAXOU CLB

- M. le maire de POMPEY

- M. le directeur départemental de la sécurité publique"

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Mathieu DOUVILLE, chargé de sécurité à la CIC EST LAXOU CLB
- M. le maire de POMPEY
- M. le directeur départemental de la sécurité publique

Nancy, le 30 mars 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté modificatif du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à SAULXURES-lès-NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1er – L'article 3 de l'arrêté susvisé est modifié comme suit :

"les personnes habilitées à accéder aux images sont :

- M. Michel CANDAT, maire
- M. Stéphane DEL SORDO, directeur général des services
- M. Pascal GUILLIEM, adjoint administratif au service de l'urbanisme
- M. Erick BARBAROSSA, contrôleur en chef au service technique

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Michel CANDAT, maire
  - M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.
- Nancy, le 9 avril 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à SAINT-NICOLAS-de-PORT**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La SCP CHONE, MANINETTI, SALAGNAT, DELLESTABLE, notaires associés, est autorisée à installer au à l'étude notariale située 16 place Jean Jaurès à SAINT-NICOLAS-de-PORT (54210), un système de vidéosurveillance comportant 5 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.09.0044**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Michel CHONE, notaire
- M. Daniel MANINETTI, notaire
- M. Louis-Henri DELLESTABLE, notaire
- M. Frédéric SALAGNAT, notaire

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Michel CHONE, notaire  
- M. le maire de SAINT-NICOLAS-de-PORT  
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle  
Nancy, le 9 avril 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à JEANDELAINCOURT**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La EURL OSCAR PROXI SUPER est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras, au magasin OSCAR PROXI SUPER, route de Moivron à JEANDELAINCOURT (54114) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0029**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont:

- M. Andréa COLONNA, gérant du magasin
- Mme Sabrina FORNITO, assistante

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Andréa COLONNA, gérant du magasin
  - M. le maire de JEANDELAINCOURT
  - M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 9 avril 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à MONT-SAINT-MARTIN**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La Société PICARD SURGELES est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras, au magasin PICARD SURGELES, parc des Emaux de Longwy – ZAC du parc international des 3 frontières à MONT-SAINT-MARTIN (54350) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0030**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont:

- M. Denis DUDAY, responsable technique, chargé de la sécurité
- M. Cédric GREZANLE, responsable de la télésurveillance PICARD
- M. Eric PAILLAUGUE, chef du poste de télésurveillance AQTEL
- M. Jean-Philippe MARCOUYAU, adjoint au chef du poste de télésurveillance AQTEL

La durée maximale de conservation des images est fixée à 10 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Aymar LE ROUX, responsable du patrimoine et de la sécurité
  - M. le maire de MONT-SAINT-MARTIN
  - M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
  - M. le sous-préfet de BRIEY
- Nancy, le 9 avril 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à HOUEMONT**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**AR R E T E**

Article 1er – La Société PICARD SURGELES est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras, au magasin PICARD SURGELES, situé RD 570 – rue des Coteaux à HOUEMONT (54180) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0031**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Denis DUDAY, responsable technique, chargé de la sécurité
- M. Cédric GREZANLE, responsable de la télésurveillance PICARD
- M. Eric PAILLAUGUE, chef du poste de télésurveillance AQTEL
- M. Jean-Philippe MARCOUYAU, adjoint au chef du poste de télésurveillance AQTEL

La durée maximale de conservation des images est fixée à 10 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Aymar LE ROUX, responsable du patrimoine et de la sécurité
  - Mme le maire de HOUEMONT
  - M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 9 avril 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à JARNY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**AR R E T E**

Article 1er – M. JOUMARD, co-gérant de la pharmacie, est autorisé à installer au N°3 rue Pasteur à JARNY (54800) un système de vidéosurveillance comportant 7 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0032**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Alexandre JOUMARD, co-gérant de la pharmacie
  - Mme Anne MARPAUX-JOUMARD, co-gérante de la pharmacie
- La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Alexandre JOUMARD, co-gérant de la pharmacie
  - M. le maire de JARNY
  - M. directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
  - M. le sous-préfet de BRIEY
- Nancy, le 9 avril 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à FROUARD**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**AR R E T E**

Article 1er – M. Alain BRAQUEHAIS, boulanger pâtissier, est autorisé à installer au N°108 rue de Metz à FROUARD (54390) un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0033**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Alain BRAQUEHAIS, gérant de la boulangerie pâtisserie
- La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Alain BRAQUEHAIS, gérant de la boulangerie pâtisserie
  - M. le maire de FROUARD
  - M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 9 avril 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**AR R E T E**

Article 1er – L'Office Public de l'Habitat est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant 7 caméras, Immeuble "Cèdre Bleu" – entrées 9 bis à 15 bis – rue Jean MIHE à NANCY (54000) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0034**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Sylvain RICHARD, responsable de secteur
- M. Christian UHL, responsable de secteur

La durée maximale de conservation des images est fixée à 7 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Sylvain RICHARD, responsable de secteur à l'office public de l'habitat
  - M. le maire de NANCY
  - M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 9 avril 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**AR R E T E**

Article 1er – L'Office Public de l'Habitat est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant 18 caméras, Immeuble "blanc Sycomore" – entrée 1 à 5 bis – place Jules VERNE à NANCY (54000) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0035**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Sylvain RICHARD, responsable de secteur
- M. Christian UHL, responsable de secteur

La durée maximale de conservation des images est fixée à 7 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Sylvain RICHARD, responsable de secteur à l'office public de l'habitat
  - M. le maire de NANCY
  - M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 9 avril 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**AR R E T E**

Article 1er – L'Office Public de l'Habitat est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant 16 caméras, immeuble "tilleul argenté" – entrée 1 à 15 bis – rue Laurent BONNEVAY à NANCY (54000) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0036**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Sylvain RICHARD, responsable de secteur
- M. Christian UHL, responsable de secteur

La durée maximale de conservation des images est fixée à 7 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Sylvain RICHARD, responsable de secteur à l'office public de l'habitat
  - M. le maire de NANCY
  - M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 9 avril 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

#### Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### ARRETE

Article 1er – L'Office Public de l'Habitat est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras, Tour "Claude Lejeune" – rue Jean-Baptiste LULLI à NANCY (54000) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0037**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Sylvain RICHARD, responsable de secteur
- M. Christian UHL, responsable de secteur

La durée maximale de conservation des images est fixée à 7 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Sylvain RICHARD, responsable de secteur à l'office public de l'habitat
  - M. le maire de NANCY
  - M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 9 avril 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

#### Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### ARRETE

Article 1er – La commune de LUNEVILLE est autorisée à installer sur la place Léopold à LUNEVILLE (54300) un système de vidéosurveillance comportant 2 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0038**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Jacques LAMBLIN, député – maire de Lunéville
- M. Frédéric BREGEARD, adjoint délégué à la sécurité
- Mme Valérie GOETZ, directrice générale des services de la ville de Lunéville
- M. François-Xavier L'HOTE, directeur des services techniques de la ville de Lunéville
- M. Dominique SCHEUER, responsable du service informatique de la ville de Lunéville
- L'entreprise CEGELEC, responsable de la maintenance du système

La durée maximale de conservation des images est fixée à 10 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :



- M. Jacques LAMBLIN, député – maire de Lunéville  
- M. le sous-Préfet de LUNEVILLE  
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle  
Nancy, le 9 avril 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La commune de LUNEVILLE est autorisée à installer au gymnase MIMOUN, rue Sainte-Anne à LUNEVILLE (54300) un système de vidéosurveillance comportant 5 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0039**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Jacques LAMBLIN, député – maire de Lunéville
- M. Frédéric BREGEARD, adjoint délégué à la sécurité
- Mme Valérie GOETZ, directrice générale des services de la ville de Lunéville
- M. François-Xavier L'HOTE, directeur des services techniques de la ville de Lunéville
- M. Dominique SCHEUER, responsable du service informatique de la ville de Lunéville
- L'entreprise CEGELEC, responsable de la maintenance du système

La durée maximale de conservation des images est fixée à 10 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jacques LAMBLIN, député – maire de Lunéville
  - M. le sous-Préfet de LUNEVILLE
  - M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 9 avril 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La commune de LUNEVILLE est autorisée à installer sur le parvis de la gare SNCF, place Pierre SEMARD à LUNEVILLE (54300) un système de vidéosurveillance comportant 3 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0040**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Jacques LAMBLIN, député – maire de Lunéville
- M. Frédéric BREGEARD, adjoint délégué à la sécurité
- Mme Valérie GOETZ, directrice générale des services de la ville de Lunéville
- M. François-Xavier L'HOTE, directeur des services techniques de la ville de Lunéville
- M. Dominique SCHEUER, responsable du service informatique de la ville de Lunéville
- L'entreprise CEGELEC, responsable de la maintenance du système

La durée maximale de conservation des images est fixée à 10 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jacques LAMBLIN, député-maire de LUNEVILLE
  - M. le sous-Préfet de LUNEVILLE
  - M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 9 avril 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

**Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La commune de LUNEVILLE est autorisée à installer sur le parvis de l'Eglise Saint-Jacques, place Saint Rémy à LUNEVILLE (54300) un système de vidéosurveillance comportant 1 caméra, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0041**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Jacques LAMBLIN, député – maire de Lunéville
- M. Frédéric BREGEARD, adjoint délégué à la sécurité
- Mme Valérie GOETZ, directrice générale des services de la ville de Lunéville
- M. François-Xavier L'HOTE, directeur des services techniques de la ville de Lunéville
- M. Dominique SCHEUER, responsable du service informatique de la ville de Lunéville
- L'entreprise CEGELEC, responsable de la maintenance du système

La durée maximale de conservation des images est fixée à 10 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jacques LAMBLIN, député-maire de LUNEVILLE
- M. le sous-Préfet de LUNEVILLE
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 9 avril 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

**Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La commune de LUNEVILLE est autorisée à installer sur la place Notre Dame à LUNEVILLE (54300) un système de vidéosurveillance comportant 2 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0042**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Jacques LAMBLIN, député – maire de Lunéville
- M. Frédéric BREGEARD, adjoint délégué à la sécurité
- Mme Valérie GOETZ, directrice générale des services de la ville de Lunéville
- M. François-Xavier L'HOTE, directeur des services techniques de la ville de Lunéville
- M. Dominique SCHEUER, responsable du service informatique de la ville de Lunéville
- L'entreprise CEGELEC, responsable de la maintenance du système

La durée maximale de conservation des images est fixée à 10 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jacques LAMBLIN, député-maire de LUNEVILLE
- M. le sous-Préfet de LUNEVILLE
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 9 avril 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

**Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La commune de LUNEVILLE est autorisée à installer sur le parking de la rue Rivolet à LUNEVILLE (54300) un système de vidéosurveillance comportant 2 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0043**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Jacques LAMBLIN, député – maire de Lunéville
- M. Frédéric BREGEARD, adjoint délégué à la sécurité
- Mme Valérie GOETZ, directrice générale des services de la ville de Lunéville
- M. François-Xavier L'HOTE, directeur des services techniques de la ville de Lunéville
- M. Dominique SCHEUER, responsable du service informatique de la ville de Lunéville
- L'entreprise CEGELEC, responsable de la maintenance du système

La durée maximale de conservation des images est fixée à 10 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jacques LAMBLIN, député-maire de LUNEVILLE
  - M. le sous-Préfet de LUNEVILLE
  - M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 9 avril 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

#### Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### ARRETE

Article 1er – La commune de LUNEVILLE est autorisée à installer sur le parking L'HUILLIER, rue Basset à LUNEVILLE (54300) un système de vidéosurveillance comportant 2 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0044**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Jacques LAMBLIN, député – maire de Lunéville
- M. Frédéric BREGEARD, adjoint délégué à la sécurité
- Mme Valérie GOETZ, directrice générale des services de la ville de Lunéville
- M. François-Xavier L'HOTE, directeur des services techniques de la ville de Lunéville
- M. Dominique SCHEUER, responsable du service informatique de la ville de Lunéville
- L'entreprise CEGELEC, responsable de la maintenance du système

La durée maximale de conservation des images est fixée à 10 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jacques LAMBLIN, député-maire de LUNEVILLE
  - M. le sous-Préfet de LUNEVILLE
  - M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 9 avril 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

#### Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### ARRETE

Article 1er – La commune de LUNEVILLE est autorisée à installer au théâtre de la Méridienne, place de la Comédie à LUNEVILLE (54300) un système de vidéosurveillance comportant 5 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0045**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Jacques LAMBLIN, député – maire de Lunéville
- M. Frédéric BREGEARD, adjoint délégué à la sécurité
- Mme Valérie GOETZ, directrice générale des services de la ville de Lunéville
- M. François-Xavier L'HOTE, directeur des services techniques de la ville de Lunéville
- M. Dominique SCHEUER, responsable du service informatique de la ville de Lunéville
- L'entreprise CEGELEC, responsable de la maintenance du système

La durée maximale de conservation des images est fixée à 10 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jacques LAMBLIN, député-maire de LUNEVILLE
  - M. le sous-Préfet de LUNEVILLE
  - M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 9 avril 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

#### Extrait de l'arrêté du 9 avril 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### ARRETE

Article 1er – L'hypermarché AUCHAN est autorisé à installer un système de vidéosurveillance au n°127 boulevard Lobau à NANCY (54000) constituant un périmètre vidéosurveillé, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.00.0063**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Jean-Philippe DUPUY, directeur du magasin AUCHAN
- M. Thierry TRESSE, manager du service sécurité
- M. Grégory CROUZIER, coordinateur de la sécurité
- M. Patrick POIRSON, adjoint de sécurité

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jean-Philippe DUPUY, directeur du magasin AUCHAN
  - M. le maire de NANCY
  - M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.
- Nancy, le 9 avril 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

*Les présents arrêtés peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de leur publication.*

---

#### Extrait de l'arrêté du 12 avril 2010 portant retrait de l'autorisation préfectorale n° 173 accordée à l'entreprise de gardiennage AMC Protection à VANDOEUVRE LES NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Article 1er – L'arrêté n°173 du 6 juin 2006 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne AMC Protection, à VANDOEUVRE LES NANCY est abrogé ;

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- M. Guillaume JOLY, dirigeant de la société AMC Protection,
- Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique,
- M. le colonel, commandant la gendarmerie de Meurthe-et-Moselle,
- M. le maire de VANDOEUVRE LES NANCY,
- M. le greffier du tribunal de commerce de NANCY,

et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 12 avril 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le chef de bureau,  
JP DEVIDET

#### Voies et délais de recours

*Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :*

- ☐ Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez.
- ☐ Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

*En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.*

- ☐ Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54036 NANCY.

*Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).*

*Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête.*

*L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.*

---

**Extrait de l'arrêté du 8 avril 2010 portant autorisation administrative de l'entreprise privée de sécurité MOUSS SECURITE PRIVEE à NANCY - Autorisation préfectorale n°220**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

**ARRETE**

Article 1er – L'entreprise de sécurité privée, MOUSS SECURITE PRIVEE – 57, avenue Foch – Bât. G – 54000 NANCY, société à responsabilité limitée, est autorisée à exercer les activités de sécurité des biens et des personnes telles que définies aux alinéas 1 et 2 de l'article 1er de la loi du 12 juillet 1983 susvisée à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur Salif DIALLO,
  - Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique,
  - Monsieur le greffier du tribunal de commerce de NANCY,
- et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 8 avril 2010

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

*Voies et délais de recours*

*Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :*

- ☐ *Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez.*
- ☐ *Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.*

*En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.*

- ☐ *Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54036 NANCY.*

*Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).*

*Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête.*

*L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.*

---

**Extrait de l'arrêté du 8 avril 2010 portant autorisation administrative de l'entreprise privée de sécurité VS 54 à NANCY - Autorisation préfectorale n°221**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

**ARRETE**

Article 1er – L'entreprise de sécurité privée, VS 54 – 30, rue Louis Majorelle – 54000 NANCY, est autorisée à exercer les activités privées de surveillance et de gardiennage telles que définies aux alinéas 1 et 2 de l'article 1er de la loi du 12 juillet 1983 susvisée à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur Sylvain YA, gérant de la société VS 54,
  - Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique,
  - Monsieur le colonel, commandant la gendarmerie de Meurthe-et-Moselle,
  - Monsieur le maire de NANCY,
  - Monsieur le greffier du tribunal de commerce de NANCY,
- et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 8 avril 2010

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

*Voies et délais de recours*

*Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :*

- ☐ *Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez.*
- ☐ *Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.*

*En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.*

- ☐ *Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54036 NANCY.*

*Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).*

*Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête.*

*L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.*

---

**DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE ET DES MOYENS**  
*Bureau de l'interministérialité*

**Arrêté N° 10.BI.24 du 15 avril 2010 accordant délégation de signature à Mme Sophie ROUSSAUX, attachée principale, chef du pôle juridique interministériel**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2009 portant organisation des services de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**AR R E T E**

Article 1er : Délégation de signature est donnée à Mme Sophie ROUSSAUX, attachée principale, chef du pôle juridique interministériel, à l'effet de signer :

- les correspondances courantes dans les matières la concernant,
- les bordereaux d'envoi.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy, conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Sophie ROUSSAUX et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 avril 2010

Le préfet,  
Dominique BELLION

---

**Arrêté N° 10.BI.25 du 15 avril 2010 accordant délégation de signature à M. Frédéric BERNARDO, sous-préfet, directeur de cabinet**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;  
VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;  
VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;  
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret du président de la République en date du 17 octobre 2008 nommant M. Frédéric BERNARDO, magistrat de l'ordre judiciaire, en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**AR R E T E**

Article 1er : Délégation est donnée à M. Frédéric BERNARDO, sous-préfet, directeur du cabinet, à l'effet de signer : tous actes, documents, correspondances et arrêtés individuels ou réglementaires au titre des compétences exercées par le préfet et dans le cadre des attributions du cabinet du préfet :

- les arrêtés d'hospitalisation d'office
- les réquisitions adressées au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle pour assurer ou prêter main forte aux transfèrements des détenus entre les établissements pénitentiaires et l'Unité hospitalière sécurisée interrégionale (UHSI) de Nancy
- les arrêtés de réquisition de médecins dans le cadre de la permanence des soins
- les arrêtés concernant les situations issues du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires de Meurthe-et-Moselle.

**BUREAU DU CABINET**

affaires liées :

- aux élections et à l'analyse politique
- aux médailles et distinctions honorifiques
- au protocole et au suivi des dossiers du préfet
- aux interventions des élus et des particuliers
- aux déplacements officiels.

**BUREAU DE LA PRÉVENTION ET DE LA SÉCURITÉ**

affaires liées :

- à la sécurité et à l'ordre public
- à la prévention de la délinquance et animation de l'ensemble des instances concourant à la mise en œuvre de ces politiques, en lien avec les forces de sécurité intérieure
- au secrétariat du comité de lutte contre la fraude
- à la mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (MILDT).

**SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE**

- affaires liées à la sécurité civile, la protection des populations, le secours aux personnes, les catastrophes naturelles, la défense civile et les gestion des crises, les explosifs, la présidence des commissions de sécurité et d'accessibilité aux personnes handicapées.

Article 2 : Pour tout ce qui concerne les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement du cabinet et de la résidence du directeur de cabinet, délégation de signature est donnée à M. Frédéric BERNARDO, en sa qualité de prescripteur aux fins de signer :

- la décision de dépenses et recettes, soit en validant des expressions de besoins, soit en signant les subventions, décisions individuelles et marché
- la constatation du service fait
- le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Frédéric BERNARDO, la délégation définie aux articles 1 et 2 est donnée à M. Jean-Louis BIOU, attaché principal, chef du bureau du cabinet, à l'exception des arrêtés d'hospitalisation d'office.

Article 4 : Les actes et documents n'entraînant pas de décision relevant des délégations visées à l'article 1 ainsi que les documents comptables visés à l'article 2 ci-dessus peuvent être signés dans le domaine de responsabilité de leur bureau par les agents désignés ci-après :

**BUREAU DU CABINET**

- M. Jean-Louis BIOU, attaché principal, chef du bureau du cabinet. En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Mme Sylvie VOUAUX, attachée, adjointe au chef du bureau, à l'exception des documents comptables visés à l'article 2.

**BUREAU DE LA PREVENTION ET DE LA SECURITE**

- M. Alexandre SCHUL, attaché principal, chef du bureau de la prévention et de la sécurité. En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Mme Martine GILLET, secrétaire administrative, adjointe au chef du bureau.

**SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE**

- M. Pascal SEYLLER, attaché principal, chef du service interministériel de défense et de protection civile

- M. Olivier BECKER, attaché principal, adjoint au chef du service interministériel de défense et de protection civile

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à Mlle Roxane THOMAS, attachée, M. Francis BOSC-CABROL, secrétaire administratif de classe supérieure, et à Mme Christiane BALLE, secrétaire administrative de classe normale.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. SEYLLER, chef du service interministériel de défense et de protection civile et membre titulaire avec voix délibérative de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, délégation est donnée comme membre suppléant avec voix délibérative aux fonctionnaires suivants du service interministériel de défense et de protection civile :

- M. Olivier BECKER, attaché principal, adjoint au chef de bureau du service interministériel de défense et de protection civile,

- Mlle Roxane THOMAS, attachée,

- M. Francis BOSC-CABROL, secrétaire administratif de classe supérieure,

- Mme Christiane BALLE, secrétaire administrative de classe normale,

- M. Fabien LAFONT secrétaire administratif de classe normale.

Article 5 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral, à M. Frédéric BERNARDO, sous-préfet, directeur du cabinet, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L. 3213-10 du Code de la Santé Publique),

- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire,

- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence,

- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001),

- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;

- les arrêtés fixant le pays de renvoi ;

- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;

- les décisions portant :

\* refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour

\* retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour

assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

Article 6 : Demeurent réservés à la signature de M. le préfet :

a) les ordres de réquisition de la force publique et de l'autorité militaire hormis les réquisitions adressées au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle pour assurer ou prêter main forte aux transfèrements des détenus entre les établissements pénitentiaires et l'Unité hospitalière sécurisée interrégionale (UHSI) de Nancy

b) les correspondances adressées :

1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,

2) aux ministres,

3) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4) au préfet de Région et au président du Conseil Régional,

5) au président du Conseil Général,

6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 7 : L'arrêté préfectoral N° 10.BI.20 du 29 mars 2010 accordant délégation de signature à M. Frédéric BERNARDO, directeur de cabinet, est abrogé.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Frédéric BERNARDO, directeur du cabinet, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie en sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 avril 2010

Le préfet,  
Dominique BELLION

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

### AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

**Arrêté n° 2010-02 en date du 1<sup>er</sup> avril 2010 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code du travail ;

Vu le code de la défense ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le décret n°97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles modifié ;

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;

Vu l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

Vu le décret en date du 1<sup>er</sup> avril 2010 portant nomination de Mr Jean-Yves GRALL, en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

Vu la décision n°2010-01 en date du 1<sup>er</sup> avril 2010 portant organisation de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> : La délégation de signature est un procédé par lequel une autorité administrative charge une autre autorité, qui lui est hiérarchiquement subordonnée, d'agir en son nom, dans un cas ou dans une série de cas déterminés.

Article 2 : Délégation de signature est donnée, à l'effet de signer les décisions relatives à l'exercice de la totalité des missions de l'agence régionale de santé de Lorraine, en cas d'absence ou d'empêchement du directeur général, à Madame Marie-Hélène MAITRE, directrice générale adjointe, directrice de la stratégie.

Article 3 : Délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour l'exercice des missions dévolues à l'agence régionale de santé, entrant dans leur champ de compétences et à toutes mesures relatives au fonctionnement des services placés sous leur autorité, à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :

- A Madame Marie-Hélène MAITRE ; directrice générale adjointe et directrice de la stratégie ; pour :

- \* Les décisions et correspondances relatives à la mise en place du projet régional de santé (P.R.S.), à l'observation et aux statistiques, à l'évaluation interne, à l'organisation de la « démocratie sanitaire » notamment la gestion de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie (C.R.S.A.) ainsi que les commissions spécifiques prévues par la loi n°2009-879 du 21 juill et 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires.

- \* Les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la direction de la stratégie.

- \* En cas d'absence ou d'empêchement de la directrice de la stratégie, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services, à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté,

- Madame Gisèle HURSON, chef du service « démocratie sanitaire », pour la gestion des commissions spécifiques et de la C.R.S.A..

- Madame le Docteur Arielle BRUNNER, pour l'élaboration du P.R.S..

- Madame Danielle DELL'ERA, chef du service « observations, statistiques, analyse et données de santé » dans son champ d'activités.

- A Madame Claudine BARBASTE ; directrice déléguée aux ressources humaines et aux affaires internes, pour :

- \* Les décisions et correspondances relatives à la gestion des questions sociales, la gestion administrative et la préparation hors liquidation de la paie, le recrutement, la formation et la gestion des carrières, le plan de formation, la gestion prévisionnelle des emplois et compétences, la stratégie immobilière et l'aménagement des espaces de travail, la fonction accueil du public, l'externalisation des fonctions, les achats publics, l'engagement des dépenses et la certification du service fait, la gestion du parc automobile et la gestion informatique.

- \* Les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la direction des ressources humaines et des affaires internes.

- \* En cas d'absence ou d'empêchement de la directrice déléguée aux ressources humaines et aux affaires internes, délégation de signature est donnée aux personnes ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services et des ordres de mission permanents et spécifiques à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :

- Monsieur Christian SCHAEFFER, adjoint à la Directrice déléguée aux ressources humaines et affaires internes sur les champs d'activités décrits ci-dessus

- Madame Marie-Reine SCHMITT, chef de service des systèmes d'informations internes en matière de gestion informatique

- Monsieur Ricardo MARTINEZ, assurant la vacance de la chefferie de service en attente de nomination pour la stratégie immobilière et l'aménagement des espaces de travail, la fonction accueil du public, l'externalisation des fonctions, les achats publics, l'engagement des dépenses et la certification du service fait et la gestion du parc automobile.

- A Monsieur Patrick METTAVANT, directeur des services financiers et comptables pour

- \* Les décisions et correspondances relatives à la liquidation de la paie notamment dans la validation des éléments variables de la paie transmis au prestataire dans le cadre de la convention signée entre le D.G.A.R.S. et le directeur des services financiers et comptables (D.S.F.C.) relatives aux missions traditionnellement exercée par l'ordonnateur et confiées au D.S.F.C..

- A Monsieur Marcel DOSSMANN ; directeur de la performance et la gestion du risque assurantiel, pour :

- \* Les décisions et correspondances relatives à la mise en place du programme régional d'inspection et de contrôle, d'audit et d'évaluation, à la maîtrise des risques liés aux soins, à l'évaluation des politiques de santé, au suivi et au pilotage des contrats de retour à l'équilibre financier des établissements de santé et médico-sociaux, à l'appui à la performance des établissements et services de santé et médico-sociaux, aux vigilances et sécurités sanitaires des produits de santé, à la gestion des systèmes d'information de « santé », aux programmes de gestion du risque assurantiel, aux programmes d'investissement des établissements de santé et médico-sociaux.

- \* Les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la direction de la performance et de la gestion du risque assurantiel.

- \* En cas d'absence ou d'empêchement du directeur de la performance et de la gestion du risque assurantiel, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :

- Madame le Docteur Christel PIERRAT, chef de service « produits de santé et biologie », en matière d'expertise générale sur les domaines ayant trait aux produits de santé et à la biologie, à l'inspection et contrôle dans le domaine pharmaceutique et biologique, à l'analyse des données en matière de dépenses des produits de santé.

- Madame le Docteur Hélène DALLAIRE, chef du service « qualité, sécurité des soins et coordination des vigilances », en matière de gestion des risques et relations avec la haute autorité de santé (H.A.S.).

- Monsieur Jean-Louis FUCHS, chef de projet « systèmes d'Information de santé » sur son champ de compétences.

- Madame Sabine GRISELLE-SCHMITT, chef du service « inspection-contrôle », en matière d'inspection-contrôle du système de santé.

- Monsieur Raphaël BECKER, chef du service « efficacité du système de santé », en matière d'efficacité des établissements et services de santé et médico-sociaux et en matière de suivi et analyse des programmes d'investissement.

- Monsieur Patrick MARX, directeur de projet gestion du risque assurantiel, sur son champ de compétences.

- A Monsieur Serge MORAIS, chef du département de l'accès à la santé, pour :

- \* Les décisions et correspondances relatives à la formation et métiers de la santé, à la démographie, la gestion et le suivi des professionnels de santé ; à la permanence des soins ambulatoires et à l'aide médicale urgente ; à l'accès à la santé pour les populations carcérales et précaires.

- \* Les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents du département de l'accès à la santé.

- \* En cas d'absence ou d'empêchement du chef du département de l'accès à la santé, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :

- Madame Patricia de BERNARDI, adjointe au chef de département de l'accès à la santé, sur le champ de compétences du département.

- A Madame Martine ARTZ ; directrice de la promotion de la santé, de la protection sanitaire et environnementale (D.P.S.P.S.E.) ; pour :

- \* Les décisions et correspondances relatives à la prévention des risques en santé environnementale et des milieux, à la prévention des risques de santé, à la veille, surveillance épidémiologique et gestion des signaux sanitaires, à la sécurité sanitaire et à la gestion des crises sanitaires, à la promotion et éducation à la santé.



- \* Les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la direction de la promotion de la santé, de la protection sanitaire et environnementale.
- \* En cas d'absence ou d'empêchement de la directrice de la promotion de la santé, de la protection sanitaire et environnementale, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté:
  - Monsieur Christian MANNSCHOTT, adjoint à la directrice de la promotion de la santé, de la protection sanitaire et environnementale ; en matière de prévention et gestion des crises sanitaires et en matière de santé environnementale.
  - Madame Annick DIETERLING, chef du département « promotion, prévention et éducation à la santé » en matière de développement et suivi des politiques de prévention.
  - Madame Christine MEFFRE, responsable de la cellule interrégionale d'épidémiologie (C.I.R.E.) pour ce qui concerne toutes mesures relatives au fonctionnement du service de la C.I.R.E. et des ordres de mission permanents et spécifiques.
- A Monsieur Jean-Pierre PERON ; directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale (D.O.S.A.A.T.) ; pour :
  - \* Les décisions et correspondances relatives à l'organisation de l'offre de santé et de l'autonomie, au renouvellement et à la gestion des autorisations et à l'allocation budgétaire et de tarification dans les domaines sanitaire, médico-social et ambulatoire, à la gestion des réseaux de santé, les liens avec le centre national de gestion, la gouvernance des établissements de santé, les relations sociales avec les professionnels de santé, la contractualisation avec les offreurs de Santé.
  - \* Les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la direction de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale (D.O.S.A.A.T.).
  - \* En cas d'absence ou d'empêchement du directeur de la D.O.S.A.A.T., délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :
    - Monsieur le Docteur Patrick MORVAN, chef de département « ambulatoire et réseaux », en matière d'organisation et d'allocations de ressources de l'offre de Santé dans le champ ambulatoire et dans les réseaux de santé.
    - Madame Stéphanie GEYER, chef de département des « établissements de santé », en matière d'organisation des autorisations et d'allocations budgétaires dans les établissements de santé, en matière de gestion des médecins hospitaliers et des personnels de direction en lien avec le Centre National de Gestion, en matière de gouvernance des établissements de santé.
    - Monsieur Philippe KRIN, chef de département « médico-social », en matière d'organisation des autorisations, d'allocations budgétaires et de tarification dans les établissements médico-sociaux.
  - \* Délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Pierre PERON, directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale (D.O.S.A.A.T.) pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à l'offre de santé et de l'autonomie s'exerçant dans les départements de la Meuse, de la Meurthe et Moselle, des Vosges et de la Moselle.
  - \* En cas d'absence ou d'empêchement, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à l'offre de santé et de l'autonomie :
    - Monsieur Philippe ROMAC dans le département de Meurthe et Moselle hormis les territoires de Briey et Longwy.
    - Monsieur Michel MULIC dans le département des Vosges.
    - Madame Chantal KIRSCH dans le département de la Moselle, y compris les territoires de Briey et Longwy.
    - Madame le Docteur Eliane PIQUET dans le département de la Meuse.
- A Monsieur Michel MULIC, délégué territorial du département des Vosges, pour :
  - \* Les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.
  - \* Les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale des Vosges ;
  - \* En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial des Vosges, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour l'exercice des missions dévolues à l'agence régionale de santé et s'exerçant dans le département des Vosges, à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté:
    - Monsieur David SIMONETTI, chef du service support, sur son champ de compétences.
    - Madame Cécile BROUILLARD, chef du service de veille sécurité sanitaire et environnementale, sur son champ de compétences.
- A Madame Chantal KIRSCH, déléguée territoriale du département de Moselle, pour :
  - \* Les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.
  - \* Les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale de Moselle.
  - \* En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial de Moselle, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour l'exercice des missions dévolues à l'agence régionale de santé et s'exerçant dans le département des Vosges, à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté:
    - Madame Claire KOENIG, chef du service support, sur son champ de compétences.
    - Madame Hélène ROBERT, chef du service de veille sécurité sanitaire et environnementale, sur son champ de compétences.
- A Madame le Docteur Eliane PIQUET, déléguée territoriale du département de la Meuse, pour :
  - \* Les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.
  - \* Les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale de Meuse ;
  - \* En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial de la Meuse, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour l'exercice des missions dévolues à l'agence régionale de santé et s'exerçant dans le département de Meuse, à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté:
    - Madame Maryvonne EGLER, chef du service support, sur son champ de compétences.
    - Madame Céline PRINZ, chef du service de veille sécurité sanitaire et environnementale, sur son champ de compétences.
- A Monsieur Philippe ROMAC, chef de service auprès du délégué territorial pour le département de Meurthe et Moselle, les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires, et notamment la santé environnementale.
- A Madame le Docteur Brigitte LACROIX, chef de service régiono-zonal à l'effet de signer tout document quant au fonctionnement du service et aux ordres de missions.

Article 3 : Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives à la gouvernance et à la stratégie de l'ARS :

- la composition, l'organisation et le fonctionnement du conseil de surveillance ;
- la constitution de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie, des commissions de coordination prévues à l'article L. 1432-1 du code de la santé publique et des conférences de territoires ;
- l'arrêté du projet régional de santé mentionné à l'article L.1434-1 du code de la santé publique ;
- l'arrêté portant schéma inter-régional d'organisation sanitaire.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives à l'organisation de l'offre de santé :

- la délivrance d'autorisations sanitaires ou médico-sociales autres que les renouvellements d'activités existantes, la création d'établissements sanitaires ou médico sociaux
- les suspensions et retraits d'autorisations sanitaires et médico-sociales ;
- le placement des établissements publics de santé et établissements médico-sociaux sous administration provisoire ;
- la mise en œuvre des dispositions de l'article L. 6122-15 du code de la santé publique relatives au redéploiement d'activités entre deux ou plusieurs établissements publics de santé (convention de coopération, groupement de coopération sanitaire, fusion).
- la suspension d'exercice de professionnels de santé ;
- les matières relatives aux autorisations dans les domaines pharmaceutiques et biologiques
- les suspensions et retraits d'autorisations pour les officines de pharmacie et les laboratoires d'analyses.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives à la veille et la sécurité sanitaires :

- la signature des protocoles départementaux relatifs aux prestations réalisées pour le compte du préfet.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives aux ressources humaines et affaires internes :

- les marchés et contrats supérieurs à 20 000 euros hors taxes ;
- les marchés de travaux et les baux ;
- la signature du protocole pré-électoral en vue de la constitution des instances représentatives du personnel de l'ARS.
- les décisions relatives aux promotions professionnelles individuelles ;
- les décisions d'attribution de primes et de points de compétences ;
- les signatures et ruptures de contrats à durée indéterminée ;
- le cadre d'organisation du travail au sein de l'Agence.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives aux missions d'inspection et contrôle :

- la désignation, parmi les personnels de l'agence respectant des conditions d'aptitude technique et juridique définies par décret en conseil d'Etat, des inspecteurs et des contrôleurs pour remplir, au même titre que les agents mentionnés à l'article L. 1421-1 du CSP, les missions prévues à cet article.
- les lettres de mission relatives aux inspections.

Sont exclues de la présente délégation, quelque soit la matière concernée, hors gestion courante :

- les correspondances aux Ministres, cabinets ministériels, aux directeurs de l'administration centrale, au conseil national de pilotage des A.R.S. et à son secrétariat exécutif, aux caisses nationales d'assurance maladie ;
- les correspondances aux préfets ;
- les correspondances particulières aux parlementaires, au président du conseil régional et aux présidents des conseils généraux.
- les correspondances entrant dans un cadre contentieux engageant la responsabilité de l'agence ;
- les actes de saisine de la chambre régionale des comptes et échanges avec celle-ci.

Article 4 : En cas d'absence concomitante des personnes ayant reçues délégations de signatures, la signature revient au directeur général de l'agence régionale de santé.

Article 5 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 1<sup>er</sup> avril 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,  
Dr Jean Yves GRALL

## DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE

### Extrait de l'arrêté du 25 mars 2010 autorisant la capture temporaire, le marquage, le transport, la détention, l'utilisation et le relâcher de spécimens d'espèces animales protégées

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> : M. Youri MARTIN est autorisé à :

- capturer temporairement, marquer et relâcher sur place, 150 adultes de Cuivré des marais (*Lycaena dispar*) ;
- capturer temporairement, transporter et relâcher différé, 10 adultes femelles de Cuivré des marais (*Lycaena dispar*) pour prélèvement et utilisation des œufs ;
- prélever sur les plantes hôtes, transporter et utiliser, 200 œufs de Cuivré des marais (*Lycaena dispar*) et relâcher dans la nature les œufs métamorphosés.

Article 2 : Deux sites parmi les cantons suivant seront sélectionnés en Lorraine pour mener ces opérations, en fonction de la densité de la population de Cuivré des marais observée sur ces sites. La localisation précise des 2 sites retenus seront communiquée à la DREAL Lorraine avant le début des opérations.

- Meuse :

- \* Commercy
  - . Pierrefitte-sur-Aire
  - . Saint Mihiel
  - . Vigneulles-les-Hattonchatel

- Meurthe-et-Moselle :

- \* Toul
  - . Thiaucourt-Regnéville
  - . Domèvre-en-Haye

- Moselle :

- \* Boulay-Moselle
  - . Bouzonville
- \* Metz-Campagne
  - . Vigny
- \* Château-Salins
  - . Dieuze
  - . Vic-sur-Seille
- \* Sarrebourg
  - . Fénétrange
  - . Réchicourt-le-Château

Article 3 : Les transports auront lieu entre les sites de prélèvement, l'Université catholique de Louvain en Belgique et le Centre de recherche Publique-Gabriel Lippmann au Luxembourg.

Article 4 : Cette dérogation aux interdictions aura uniquement comme objectif l'étude scientifique.

Article 5 : M. Youri MARTIN, transmettra un rapport annuel de ses activités à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine et au Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer, Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, Direction de l'eau et de la biodiversité.

Article 6 : La présente autorisation est valable jusqu'au 31 décembre 2012.

Article 7 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois auprès du Tribunal Administratif de Nancy à compter de l'accomplissement de la dernière des deux formalités de publicité prévues à l'article 8 ci-après.

Article 8 : Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à M. Youri MARTIN

- publié au Recueil des Actes Administratifs

- et dont copie sera adressée à :

\* Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle,

\* Monsieur le Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse,

\* Monsieur le Délégué du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'ONEMA,

\* Monsieur le Directeur du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,

\* Monsieur le Directeur Territorial de l'Office National des Forêts,

\* Monsieur le Ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer, Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, Direction de l'eau et de la biodiversité,

\* Monsieur le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle,

\* Monsieur le Commissaire principal, Directeur de la sécurité publique.

Metz, le 25 mars 2010

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur régional,

Par subdélégation, le chef de service ressources et milieux naturels,  
Marie-Laure MÉTAYER

---

**Extrait de l'arrêté n°2010-54-002 du 12 avril 2010 mettant en demeure la société Nancy Energy de respecter avant le 31 juillet 2010 les dispositions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 6 décembre 1982**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que la société Nancy Energy n'est pas en possession du procès verbal d'épreuve hydraulique du tronçon de canalisation sur lequel doit être raccordé le nouveau réseau vapeur venant de la chaufferie Victor à Nancy,

Considérant que la société Nancy Energy ne respecte pas les dispositions de l'article 18 de l'arrêté ministériel susvisé,

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : La société Nancy Energy - située à Saulxures les Nancy - est mise en demeure de respecter avant le 31 juillet 2010 les dispositions de l'article 18 de l'arrêté ministériel susvisé pour le tronçon de canalisation sur lequel doit être raccordé le nouveau réseau vapeur venant de la chaufferie Victor à Nancy.

Article 2 : En cas de non exécution de la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article 4 de la loi du 28 octobre 1943 modifiée et à l'article 31 du décret du 13 décembre 1999 modifié.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine et la société Nancy Energy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Nancy Energy et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 12 avril 2010

Pour le directeur et par subdélégation,  
Le chef de la division risques technologiques,  
Jacques MOLE

*Délais et voie de recours :*

*(Loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations)*

*La présente décision peut être déférée au tribunal administratif dans les deux mois à partir de sa notification.*

---

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE**

*Service solidarité - insertion*

**Extrait de l'arrêté des 12 mars 2010 et 18 mars 2010 portant sur les missions et la composition des commissions territoriales pour le droit au logement du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées en Meurthe-et-Moselle**

Considérant le 4<sup>ème</sup> PDALPD signé le 26 avril 2006, en cours de révision,

Considérant l'arrêté du 19 mars 2008 portant création des Commissions Territoriales pour le Droit au Logement,

Considérant l'arrêté conjoint du Préfet et du Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle confiant les missions de la Commission Spécialisée de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions locatives aux instances du PDALPD,

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

**ARRETE**

Article 1 : Il est créé une Commission Territoriale pour le Droit au Logement sur chacun des territoires suivants :

- Territoire de Longwy
- Territoire de Briey
- Bassin de Pont à Mousson
- Bassin de Pompey
- Territoire du Sud-Ouest 54
- Territoire du Lunévillois
- Grand Nancy
- Grand Couronné et Sel et Vermois.

Article 2 : Chaque Commission Territoriale pour le Droit au Logement est composée de façon suivante :

- Représentants de l'Etat : le Sous-Préfet territorialement compétent, le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale, ou leurs représentants
- Représentants du Conseil Général : le Vice-Président du Conseil Général délégué au territoire, le Directeur des Services Territoriaux ou son représentant
- le cas échéant, le représentant de l'EPCI disposant de la délégation des aides à la pierre

- Représentants des communes :

- |                                                                        |                                                             |
|------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|
| * pour la commission territoriale de Longwy,                           | le Maire de Longwy                                          |
| * pour la commission territoriale de Briey,                            | le Maire de Briey                                           |
| * pour la commission territoriale du Sud-Ouest 54,                     | le Maire de Toul                                            |
| * pour la commission territoriale de Pont à Mousson,                   | le Maire de Pont à Mousson                                  |
| * pour la commission territoriale de Pompey,                           | le Maire de Champigneulle                                   |
| * pour la commission territoriale de Lunéville,                        | le Maire de Lunéville                                       |
| * pour la commission territoriale du Grand Nancy,                      | les Maires des 20 communes membres de la communauté urbaine |
| * pour la commission territoriale du Grand Couronné et Sel et Vernois, | le Maire de Dombasle                                        |

- Les bailleurs sociaux présents sur le territoire

- Les opérateurs logements adaptés conventionnés par le PDALPD

- L'AIVS Régie Nouvelle

- La CAF et la MSA, organismes payeurs des aides personnelles au logement

- Un représentant des collecteurs Action Logement

- Un représentant de la commission de surendettement,

- L'Association Départementale d'Information sur le Logement

Est également invité le Maire des communes sur le territoire desquelles se trouve le logement des ménages concernés.

Peut également être invité(e), avec voix consultative, toute personne ou organisme susceptible de contribuer à la résolution des situations inscrites à l'ordre du jour.

Article 3 : Les Commissions Territoriales pour le Droit au Logement sont présidées

- par le Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy pour la commission territoriale du Grand Nancy ;

- par le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey pour la commission territoriale de Pompey ;

- conjointement par les représentants du Préfet et du Président du Conseil Général pour les autres Commissions Territoriales.

Le secrétariat des Commissions Territoriales pour le Droit au Logement est assuré par les services du Département.

Article 4 : Les Commissions Territoriales pour le Droit au Logement :

- procèdent à l'évaluation des besoins des ménages rencontrant des difficultés pour accéder à un logement décent ou s'y maintenir ;

- s'attachent à mettre en relation les besoins identifiés et l'offre de logements pour les personnes défavorisées ;

- émettent un avis sur la demande de logement des ménages ayant saisi la commission de médiation DALO ;

- assurent la coordination des actions de prévention des expulsions locatives ;

- élaborent des solutions adaptées aux cas des ménages les plus en difficultés ;

- participent à l'élaboration et l'évaluation du PDALPD.

Article 5 : L'arrêté du 19 mars 2008 portant création des Commissions Territoriales pour le Droit au Logement est abrogé.

Le présent arrêté prend effet au 1<sup>er</sup> mars 2010. Il couvre la période de validité du 5<sup>ème</sup> PDALPD.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du Département.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et le Directeur Général des Services Départementaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 18 mars 2010

Nancy, le 12 mars 2010

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,  
Dominique BELLION

Le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,  
Michel DINET

---

**Extrait de l'arrêté des 12 mars 2010 et 18 mars 2010 portant composition du comité responsable du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées en Meurthe-et-Moselle**

Considérant le PDALPD signé le 26 avril 2006, en cours de révision,

Considérant l'arrêté conjoint du Préfet et du Président du Conseil Général du 19 mars 2008 portant composition du Comité Responsable du PDALPD,

Considérant l'arrêté conjoint du Préfet de Meurthe-et-Moselle et du Président du Conseil Général confiant aux instances du PDALPD les missions de la Commission Spécialisée de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions Locatives,

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

**ARRETEMENT**

Article 1 : Le Comité Responsable du PDALPD visé aux articles 10 et 11 du décret n° 2007-1688 du 29 novembre 2007 est composé de la façon suivante :

- deux représentants de l'Etat : M. le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale, M. le Directeur Départemental des Territoires

- trois représentants du Conseil Général

- un représentant de chaque EPCI ayant conclu avec l'Etat une convention de délégation des aides à la pierre

- un représentant des EPCI disposant d'un PLH

- un maire, désigné par l'Association Départementale des Maires

- un représentant des bailleurs publics, désigné par ARELOR – HLM

- un représentant des bailleurs privés

- un représentant de la Caisse d'Allocations Familiales

- un représentant de la Mutualité Sociale Agricole

- un représentant des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction

- le DAL, représentant des associations de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement

- l'Association Départementale d'Information sur le Logement

- un représentant de l'UDCCAS

- un représentant d'EDF

- un représentant de Gaz de France

Article 2 : L'arrêté du 19 mars 2008 portant composition du Comité Responsable du PDALPD est abrogé.

Le présent arrêté prend effet au 1<sup>er</sup> mars 2010. Il couvre la période de validité du 5<sup>ème</sup> PDALPD.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et au recueil des actes administratifs du Département.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et le Directeur Général des Services Départementaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 18 mars 2010

Nancy, le 12 mars 2010

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,  
Dominique BELLION

Le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,  
Michel DINET

**Extrait de l'arrêté des 12 mars 2010 et 18 mars 2010 relatif à l'exercice des missions de la commission spécialisée de coordination des actions de prévention des expulsions locatives en Meurthe-et-Moselle**

Considérant le 4<sup>ème</sup> PDALPD signé le 26 avril 2006, en cours de révision,  
Considérant la charte de prévention des expulsions en date du 27 octobre 2006, en cours de révision,  
Considérant l'avis du comité responsable du PDALPD en date du 04 décembre 2009,

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,  
Le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

**ARRETEMENT**

Article 1 : Les missions de la Commission Spécialisée de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions Locatives sont confiées, conformément aux dispositions de l'article 12 du décret 2007-1688 relatif aux PDALPD, aux instances du PDALPD, Commissions Territoriales pour le Droit au Logement (CT-DAL) et Comité Responsable (CR).

Les modalités d'exercice de ces missions sont précisées ci-après.

Article 2 : Les Commissions Territoriales pour le Droit au Logement (CT-DAL) examinent la situation des ménages menacés d'expulsion locative nécessitant une approche et des interventions concertées afin d'éviter la mise en œuvre de celle-ci.

Ainsi la CT-DAL pourra émettre des avis et recommandations en terme :

- de maintien, suspension ou rétablissement du versement de l'aide personnelle au logement,
- d'apurement de la dette (plan d'apurement, protocole d'accord, dossier de surendettement, aide financière...)
- d'accompagnement social,
- de relogement ou à défaut d'hébergement...

La CT-DAL pourra également transmettre son expertise au représentant de l'Etat quant au recours à la force publique.

Un règlement intérieur précise les modalités de saisine de la commission, et les modalités de traitement, d'instruction et de suivi des dossiers.

La CT-DAL rend compte au CR-PDALPD une fois par an de son activité en matière de prévention des expulsions locatives.

Article 3 : Le Comité Responsable du PDALPD :

- définit les orientations générales en matière de prévention des expulsions, en particulier aux CT-DAL et aux organismes payeurs ;
- est destinataire d'un bilan trimestriel élaboré par le préfet relatif aux assignations aux fins de constat de la résiliation du contrat de location ;
- est destinataire d'un bilan trimestriel élaboré par le préfet relatif à la réalisation et à la transmission au juge avant l'audience des enquêtes sociales relatives aux ménages en situation de contentieux locatifs ;
- évalue l'action des CT-DAL en matière de prévention des expulsions, et garantit la cohérence des réponses apportées par les différentes commissions territoriales ;
- s'assure du concours du FSL et des dispositifs du PDALPD en vue du maintien dans le logement et du relogement des personnes menacées d'expulsion ;
- établit chaque année un rapport d'activité et les bilans statistiques.

Article 4 : Le présent arrêté prend effet au 1<sup>er</sup> mars 2010. Il couvre la période de validité du 5<sup>ème</sup> Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées.

Il sera publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture et du Département.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et le Directeur Général des Services Départementaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 18 mars 2010

Nancy, le 12 mars 2010

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,  
Dominique BELLION

Le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,  
Michel DINET

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES***Service offre de soins de ville***Extrait de l'arrêté DDASS OSV N° 0225/10 du 12 février 2010 relatif au transfert d'une officine de pharmacie à SAINT-CLEMENT - Licence n° 54#01057**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'il résulte des dispositions de l'article L 5125-3 du code de la santé publique que les autorisations de transfert d'officines de pharmacie doivent répondre de façon optimale aux besoins en médicaments de la population résidant dans les quartiers d'accueil de ces officines et ne peuvent avoir pour effet de compromettre l'approvisionnement nécessaire en médicaments de la population résidente du quartier d'origine;

Considérant que la population municipale de la commune de Saint-Clément où se situe l'officine dont le transfert est projeté, est de 898 habitants (population légale 2007 entrant en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2010) ;

Considérant que la commune de Saint-Clément dispose d'une seule officine de pharmacie ;

Considérant que le transfert envisagé est motivé par une possibilité d'implantation dans des locaux plus fonctionnels, adaptés aux normes actuelles, s'agissant notamment de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite,

Considérant que l'emplacement envisagé pour le transfert est situé à 90 mètres de l'officine actuelle et que la desserte de population est donc inchangée ;

**ARRETEMENT**

Article 1er : La demande de transfert d'une officine de pharmacie, du 4 rue de la gare à Saint-Clément au 18 avenue de la division Leclerc à Saint-Clément, est acceptée.

Article 2 : La licence prévue à l'article L 5125-4 du code de la santé publique ainsi accordée porte le n° 54#01057. La précédente licence n° 54#00264 accordée le 30 juillet 1958 sera annulée dès la réalisation du transfert.

Article 3 : En application de l'article L 5125-7 du code de la santé publique, l'officine doit être effectivement ouverte au public au plus tard à l'issue d'un an à compter de la notification de cet arrêté sauf prolongation en cas de force majeure.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours hiérarchique adressé à Madame la Ministre de la Santé et des Sports, 8 avenue de Ségur – 75700 PARIS ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif – 5 place de la Carrière – 54000 NANCY. Ces recours doivent être formés dans le délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté pour les personnes auxquelles il est notifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELARL « Pharmacie Saint-Clément » et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine (Inspection Régionale de la Pharmacie) ;
- Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine ;
- Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe-et-Moselle ;
- Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine.

Nancy, le 12 février 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

*Service santé - environnement***Extrait de l'arrêté N° 110/2010/DDASS/SE du 24 mars 2010 portant déclaration d'insalubrité remédiable de la maison d'habitation sise 15, rue de Verdun à BRIEY (54150)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que l'immeuble d'habitation sis 15, rue de Verdun à BRIEY présente :

- une forte détérioration dans son ensemble, consécutive à l'accumulation de déchets et d'objets hétéroclites, et à l'absence totale d'entretien, ce qui n'a fait qu'accentuer le processus de détérioration ;
- des menuiseries, charpente, isolation défaillantes ;
- des installations sanitaires, de chauffage et de production d'eau chaude hors d'usage ;
- une installation électrique non conforme et non sécurisée ;
- des réseaux et branchements techniques dégradés ;
- une humidité persistante ;
- un non respect des règles d'hygiène et de sécurité élémentaires.

CONSIDERANT les risques pour la santé publique que représente, en l'état, l'immeuble d'habitation sis 15, rue de Verdun à BRIEY ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de prescrire les mesures propres à mettre fin à cette situation ;

**ARRETE**

Article 1er - Est déclaré insalubre remédiable l'immeuble d'habitation sis 15, rue de Verdun – 54150 BRIEY (AN 98, section AE – parcelle 57) et appartenant à M. PATTI Salvatore, propriétaire occupant de ce bien.

Article 2 - L'interdiction d'habiter et d'utiliser l'immeuble d'habitation sis 15, rue de Verdun – 54150 BRIEY est prononcée immédiatement à compter de la notification du présent arrêté et jusqu'à sa mainlevée.

Article 3 - Afin de remédier à l'insalubrité constatée, les travaux/aménagements suivants devront être effectués dans le logement, dans un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- recherche et suppression de toutes sources d'humidité (condensation, infiltrations, fuites) ;
- vérification/remise en état de la charpente et de la toiture (remplacement des tuiles et zingueries, panes, chevrons) ;
- remise en état des différents réseaux techniques (eau potable, eaux usées, eaux pluviales) ;
- remise en sécurité et aux normes de l'installation électrique ;
- mise en place d'équipements sanitaires (W.C., douche, lavabo) ;
- mise en place d'équipements de production d'eau chaude en bon état d'usage et de fonctionnement, avec une pression et un débit suffisant ;
- remise en état/remplacement des revêtements intérieurs (murs, sols, plafonds), de l'escalier intérieur, des planchers, des huisseries, des plinthes, des ouvrants et des volets ;
- remise en état de l'installation de chauffage ;
- mise en place d'un système de ventilation assurant un renouvellement permanent d'air neuf ;
- assainissement, nettoyage, désinfection des lieux ;
- ainsi que toutes mesures propres à rendre le logement conforme à la législation sanitaire en vigueur.

Article 4 - En cas de travaux susceptibles d'altérer les matériaux et/ou revêtements (ponçage, abattage de cloisons, intervention sur des matériaux amiantés...), les diagnostics amiante et plomb devront être fournis aux entreprises amenées à intervenir dans l'immeuble.

Article 5 - Les dispositions prévues aux articles 1 à 2 du présent arrêté peuvent être levées par un arrêté du préfet sur la constatation par l'autorité sanitaire de la réalisation des travaux justifiant la levée de l'interdiction d'habiter et d'utiliser l'immeuble d'habitation.

Article 6 - A défaut pour le propriétaire de se conformer aux dispositions des articles 2 et 3, il est passible des sanctions prévues à l'article L.1337-4 du code de la santé publique, à savoir « d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 50 000 euros ».

Article 7 - Le fait de ne pas respecter cette interdiction d'habiter et le fait de remettre à disposition ces locaux vacants sont punis « d'un emprisonnement de trois ans et d'une amende de 100 000 euros », conformément à l'article L.1337-4 du code de la santé publique.

Article 8 - Le présent arrêté sera notifié à M. PATTI Salvatore, propriétaire.

Il sera également affiché à la mairie de BRIEY ainsi que sur la façade de l'immeuble.

Il sera transmis à Monsieur le maire de la commune de BRIEY, à Monsieur le procureur de la république, à Monsieur le directeur départemental des territoires, à Monsieur le sous-préfet de BRIEY, à l'organisme payeur des aides personnelles au logement, ainsi qu'aux gestionnaires du fonds de solidarité pour le logement du département.

Article 9 - Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim, le maire de BRIEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 10 - Le présent arrêté sera publié à la conservation des hypothèques dont dépend l'immeuble concerné aux frais du propriétaire mentionné à l'article 1.

Il sera également publié au recueil des actes administratifs du département.

Article 11 - La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de M. le préfet de Meurthe-et-Moselle, soit hiérarchique auprès de la ministre chargée de la santé (Direction générale de la santé – SD7C – 8, avenue de Ségur – 75350 PARIS 07 SP) dans les deux mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de NANCY – 5, place Carrière, également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Nancy, le 24 mars 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

*Service solidarité - autonomie***Extrait de l'arrêté 2010 DDASS/SSA N° 368 - DISAS/D IRECTION PA/PH N° 055 du 24 mars 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Saint-Louis » à LONGWY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la nécessité d'identifier le nombre de places autorisées, par types de prises en charge et par catégories de bénéficiaires, pour l'ensemble des établissements et services pour personnes âgées ;

**ARRETEMENT**

Article 1 : La capacité d'accueil de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « SAINT-LOUIS », 2 rue Saint Louis à LONGWY est fixée à :

- 97 places d'hébergement permanent ;
- 4 places d'hébergement temporaire.

Article 2 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour les 97 places d'hébergement permanent.

Les 4 places d'hébergement temporaire ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 54 000 120 3

Code statut juridique : 21 (Etablissement Social et Médico-Social Communal)

Entité établissement :

N° FINESS : 54 000 260 7

capacité : 101

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

Code MFT : 21 (PD EHPAD partiel HAS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 97

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 97

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 97

Code discipline : 657 (accueil temporaire pour personnes âgées)

capacité : 4

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 4

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 4

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à l'établissement.

Nancy, le 24 mars 2010

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

Michèle PILOT  
Vice-présidente déléguée  
au développement social  
et aux personnes âgées et handicapées

#### Extrait de l'arrêté 2010 DDASS/SSA N° 369 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 054 du 24 mars 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Saint-François d'Assise » à PONT-A-MOUSSON

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la nécessité d'identifier le nombre de places autorisées, par types de prises en charge et par catégories de bénéficiaires, pour l'ensemble des établissements et services pour personnes âgées ;

#### ARRETER

Article 1 : La capacité d'accueil de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Saint-François d'Assise », 69 avenue du Général Leclerc à PONT-A-MOUSSON est fixée à :

- 90 places d'hébergement permanent,
- 2 places d'hébergement temporaire,
- 4 places d'accueil de jour pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées.

Article 2 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour les 90 places d'hébergement permanent.

Les 2 places d'hébergement temporaire et les 4 places d'accueil de jour ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 54 000 122 9

Code statut juridique : 19 (Etablissement Social et Médico-Social Départemental.)

Entité établissement :

N° FINESS : 54 000 262 3

capacité : 96

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

Code MFT : 21 (PD EHPAD partiel HAS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 90

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 90

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 90

Code discipline : 657 (accueil temporaire pour personnes âgées)

capacité : 2

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 2

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 2

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 4

Code activité / fonctionnement : 21 (accueil de jour)

capacité : 4

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 4

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à l'établissement.

Nancy, le 24 mars 2010

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

Michèle PILOT  
Vice-présidente déléguée  
au développement social  
et aux personnes âgées et handicapées

**Extrait de l'arrêté 2010 DDASS/SSA N° 370 - DISAS/D IRECTION PA/PH N° 053 du 24 mars 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Saint-Charles » de BAYON**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,  
Le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la nécessité d'identifier le nombre de places autorisées, par types de prises en charge et par catégories de bénéficiaires, pour l'ensemble des établissements et services pour personnes âgées ;

**ARRETEMENT**

Article 1 : La capacité d'accueil de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Saint-Charles », 23 grande rue à BAYON est fixée à :

- 148 places d'hébergement permanent dont 14 places dédiées à l'accueil de personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées,
- 5 places d'hébergement temporaire,
- 15 places d'accueil de jour pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées.

Article 2 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour les 148 places d'hébergement permanent.

Les 5 places d'hébergement temporaire et les 15 places d'accueil de jour ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 54 000 130 2

Code statut juridique : 60 (Association Loi 1901 non Reconnue d'Utilité Publique)

Entité établissement :

N° FINESS : 54 000 313 4

capacité : 168

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

Code MFT : 21 (PD EHPAD partiel HAS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 134

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 134

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 134

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 14

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 14

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 14

Code discipline : 657 (accueil temporaire pour personnes âgées)

capacité : 5

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 5

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 5

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 15

Code activité / fonctionnement : 21 (accueil de jour)

capacité : 15

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 15

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à l'établissement.

Nancy, le 24 mars 2010

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

Michèle PILOT  
Vice-présidente déléguée  
au développement social  
et aux personnes âgées et handicapées

**Extrait de l'arrêté 2010 DDASS/SSA N° 371 - DISAS/D IRECTION PA/PH N° 052 du 24 mars 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Les Iris » à ONVILLE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,  
Le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la nécessité d'identifier le nombre de places autorisées, par types de prises en charge et par catégories de bénéficiaires, pour l'ensemble des établissements et services pour personnes âgées ;

**ARRETEMENT**

Article 1 : La capacité d'accueil de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Les Iris », 5 rue des plantes au bô à ONVILLE est fixée à :

- 60 places d'hébergement permanent dont 12 places dédiées à l'accueil de personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées ;



- 2 places d'hébergement temporaire,  
 - 2 places d'accueil de jour pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées ;  
 Article 2 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour les 60 places d'hébergement permanent.

Les 2 places d'hébergement temporaire et les 2 places d'accueil de jour ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N°FINESS : 57 001 017 3

Code statut juridique : 62 (Association de Droit Local.)

Entité établissement :

N° FINESS : 54 000 457 9

capacité : 64

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

Code MFT : 21 (PD EHPAD partiel HAS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 48

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 48

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 48

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 12

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 12

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 12

Code discipline : 657 (accueil temporaire pour personnes âgées)

capacité : 2

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 2

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 2

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 2

Code activité / fonctionnement : 21 (accueil de jour)

capacité : 2

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 2

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à l'établissement.

Nancy, le 24 mars 2010

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,  
 Pour le préfet et par délégation,  
 Le secrétaire général,  
 François MALHANCHE

Michèle PILOT  
 Vice-présidente déléguée  
 au développement social  
 et aux personnes âgées et handicapées

#### Extrait de l'arrêté 2010 DDASS/SSA N° 372 - DIRSOL/ DIRECTION PA/PH N° 051 du 24 mars 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Beau Site » à HAROUÉ

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la nécessité d'identifier le nombre de places autorisées par types de prises en charge et par catégories de bénéficiaires pour l'ensemble des établissements et services pour personnes âgées ;

#### ARRETER

Article 1 :

La capacité d'accueil de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Beau Site », 1 chemin d'Ormes à HAROUÉ est fixée à :

- 78 places d'hébergement permanent dont 14 places dédiées à l'accueil de personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées,
- 2 places d'hébergement temporaire,
- 2 places d'accueil de jour pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées ;

Article 2 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour les 78 places d'hébergement permanent.

Les 2 places d'hébergement temporaire et les 2 places d'accueil de jour ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N°FINESS : 59 003 965 7

Code statut juridique : 60 Association Loi 1901 non reconnue d'utilité publique.

Entité établissement :

N°FINESS : 54 000 320 9

capacité : 82

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

Code MFT : 21 (PD EHPAD partiel HAS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 64

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 64

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 64

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)	capacité : 14
Code activité/fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)	capacité : 14
Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)	capacité : 14
Code discipline : 657 (accueil temporaire pour personnes âgées)	capacité : 2
Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)	capacité : 2
Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)	capacité : 2
Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)	capacité : 2
Code activité/fonctionnement : 21 (accueil de jour)	capacité : 2
Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)	capacité : 2

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à l'établissement.

Nancy, le 24 mars 2010

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

Michèle PILOT  
Vice-présidente déléguée  
au développement social  
et aux personnes âgées et handicapées

**Extrait de l'arrêté 2010 DDASS/SSA N° 385 - DIRSOL/ DIRECTION PA/PH N° 076 du 24 mars 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Louis Quinquet » à LONGUYON**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,  
Le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la nécessité d'identifier le nombre de places autorisées, par types de prises en charge et par catégories de bénéficiaires, pour l'ensemble des établissements et services pour personnes âgées ;

**ARRETEMENT**

Article 1 : La capacité d'accueil de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Louis QUINQUET », 29 rue Louis Quinquet à LONGUYON est fixée à :

- 77 places d'hébergement permanent ;
- 4 places d'hébergement temporaire.

Article 2 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour les 77 places d'hébergement permanent.

Les 4 places d'hébergement temporaire ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N°FINESS : 54 000 108 8

Code statut juridique : 21 (Etablissement Social et Médico-Social Communal)

Entité établissement :

N° FINESS : 54 000 079 1

capacité : 81

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

Code MFT : 21 (PD EHPAD partiel HAS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 77

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 77

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 77

Code discipline : 657 (accueil temporaire pour personnes âgées)

capacité : 4

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 4

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 4

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à l'établissement.

Nancy, le 24 mars 2010

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

Michèle PILOT  
Vice-présidente déléguée  
au développement social  
et aux personnes âgées et handicapées

**Extrait de l'arrêté 2010 DDASS/SSA N° 421 - DIRSOL/ DIRECTION PA/PH N° 080 du 31 mars 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) du centre hospitalier de BRIEY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,  
Le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la nécessité d'identifier le nombre de places autorisées, par types de prises en charge et par catégories de bénéficiaires, pour l'ensemble des établissements et services pour personnes âgées ;

**ARRETEMENT**

Article 1 : La capacité d'accueil de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) du Centre Hospitalier de BRIEY est fixée à :

- Maison de retraite « Stern » du CH de BRIEY, 4 avenue Clemenceau à BRIEY

(N° FINESS ET 54 000 446 2) :

\* 89 places d'hébergement permanent ;

- Maison de retraite « Les Merisiers » du CH de BRIEY, 17 rue du rond poirier à BRIEY

(N° FINESS ET 54 000330 8)

\* 50 places d'hébergement permanent ;

Soit une capacité globale de :

\* 139 places d'hébergement permanent.

Article 2 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour les 139 places d'hébergement permanent.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 54 000 076 7

Code statut juridique : 13 (Etablissement Public Communal Hospitalier)

Entités établissements :

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

Code MFT : 21 (PD EHPAD partiel HAS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 139

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 139

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 139

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à l'établissement.

Nancy, le 31 mars 2010

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

François MALHANCHE

Michèle PILOT

Vice-présidente déléguée

au développement social

et aux personnes âgées et handicapées

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

*Service agriculture, forêt, chasse*

### Décision de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage lors de sa séance du 31 mars 2010. Formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles

Lors de la séance du 31 mars 2010, la formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles a arrêté les dispositions suivantes pour la campagne 2010 :

BAREME 2010 (1<sup>ère</sup> partie)

Remise en état des prairies :

Remise en état manuelle 17,00 €/heure

Herse ou rabot (2 passage croisés) 66,20 €/ha

Rabot ou herse (1 passage) 50,70 €/ha

Semoir + herse rotative ou alternative 94,70 €/ha

Rouleau 27,60 €/ha

Charrue 99,20 €/ha

Rotavator 69,50 €/ha

Herse rotative (1 passage) 69,50 69,50

Semoir + tracteur 50,70 €/ha

Traitement 37,30 €/ha

Semence sur barème 146,50 €/ha

Semence sur facture

Resemis :

Herse rotative ou alternative + semoir 94,70 €/ha

Tracteur + semoir 50,70 €/ha

Semoir à semis direct 56,20 €/ha

Semences : Sur barème Céréales 100,60 €/ha

Maïs 173,20 €/ha

Pois 196,50 €/ha

Colza 105,60 €/ha

ou Sur facture

Autres productions :

Arbres fruitiers : Plants : sur facture

Forfait plantation : 3 €/plant

Petites productions : cf. barème "Calamités agricoles"

A défaut paiement sur facture

Cultures industrielles : selon contrat  
 Productions bio (sauf prairies) : cf. barème PROBIOLOR (prix définitifs)

## LISTE DES ESTIMATEURS (additif)

M. Yvon BADENOT  
 M. Paul OSWALD  
 M. Christian ROYER  
 M. Jean-Jacques ROYER  
 M. Nicolas SCHMITT  
 M. Jean-Louis SEVRIN

Pour le préfet et par délégation,  
 Pour le directeur départemental,  
 La directrice adjointe,  
 Mme FOTRE-MULLER

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

## Avenant n° 82 du 20 octobre 2009 à la Convention Collective du travail du 19 juin 1969 concernant les exploitations horticoles et les pépinières du département de Meurthe-et-Moselle – idcc 9542

Entre,  
 Le syndicat Horticole de Meurthe et Moselle,  
 et  
 L'union départementale des syndicats C.F.D.T.,  
 L'union départementale des syndicats C.F.T.C.,  
 L'union départementale des syndicats C.G.T.-F.O.,  
 L'union départementale des syndicats C.F.E.C.G.C.,  
 L'union départementale des syndicats C.G.T.,  
 d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup> - A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009, les salaires des personnels d'exécution et d'encadrement sont fixés comme suit :

Le SMIC est fixé à 8,82 € depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2009.

Aucun salarié ne peut percevoir un salaire inférieur, sous réserve des dispositions légales spécifiques à certains travailleurs.

## a) Ouvriers (article 14 de la Convention Collective)

Classification	Positions	Salaires horaires en euros	Salaires mensuels en euros (pour 151,67 h)
Niveau I	– Echelon 1	8,84	1 340,76
	– Echelon 2	9,09	1 378,68
Niveau II	– Echelon 1	9,32	1 413,58
	– Echelon 2	9,48	1 437,83
Niveau III	– Echelon 1	9,84	1 492,43
	– Echelon 2	9,96	1 510,63
Niveau IV	– Echelon 1	10,28	1 559,17
	– Echelon 2	10,39	1 575,85

## b) Cadres (article 3 de l'avenant cadres)

Catégories	Indices	Salaires horaires en euros	Salaires mensuels en euros (151,67h)
Chef d'équipe (cadre du 3 <sup>ème</sup> groupe)	190	10,77	1 633,49
Contremaître (cadre du 3 <sup>ème</sup> groupe)	225	11,99	1 818,52
Cadre du 2 <sup>ème</sup> groupe	280	13,96	2 117,31
Cadre du 1 <sup>er</sup> groupe	350	17,50	2 654,23

Article 2 - Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe et Moselle.

Fait à Nancy, le 20 octobre 2009

SIGNATAIRES de l'AVENANT n° 82 du 20 octobre 2009 à la convention collective du travail du 19 juin 1969 concernant les exploitations horticoles et les pépinières du département de Meurthe et Moselle

Organisations patronales :

- Syndicat horticole de Meurthe et Moselle

Organisations syndicales de salariés :

- Union départementale des syndicats C.F.D.T.

- Union départementale des syndicats C.F.T.C.

- Union départementale C.G.T.-F.O.

- Union départementale C.F.E.-C.G.C.

- Union départementale C.G.T.

## RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ

## Arrêté du 6 avril 2010 portant recrutement d'un adjoint technique de recherche et de formation par PACTE

Le recteur de l'académie de Nancy-Metz,

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

VU le décret n°85-1534 du 31 décembre 1985 modifié fixant les dispositions statutaires applicables aux ingénieurs et aux personnels techniques et administratifs de recherche et de formation du ministère de l'éducation nationale ;

VU l'ordonnance n°2005-901 du 2 août 2005 instituant une nouvelle voie d'accès dans les corps et cadres d'emplois de la catégorie C par un contrat de droit public donnant vocation à être titularisé et dénommé PACTE (parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'Etat) ;

VU le décret n°2005-902 du 2 août 2005 pris pour l'application de l'article 22 bis de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

VU l'arrêté du 4 février 2010 paru au Journal Officiel du 27 février 2010 autorisant au titre de l'année 2010 l'ouverture d'un recrutement par voie de PACTE d'adjoint technique de recherche et de formation de 2<sup>e</sup> classe du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> : Un recrutement d'adjoint technique de recherche et de formation de 2<sup>ème</sup> classe du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, par la voie du parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'Etat (PACTE), est ouvert dans l'Académie de Nancy-Metz au titre de l'année 2010.

Article 2 : Le PACTE est un contrat de droit public, d'une durée de 12 à 24 mois, qui alterne formation et activité professionnelle et comporte une période d'essai de 2 mois. Son bénéficiaire a vocation à être titularisé au vu de son aptitude professionnelle et de son parcours de formation.

Article 3 : Le nombre de postes à pourvoir est fixé à un pour les adjoints techniques de recherche et de formation, opérateur logistique (BAP G).

Article 4 : IMPLANTATION : département de Meurthe-et-Moselle, rectorat de l'académie de Nancy-Metz.

Article 5 : ATTRIBUTIONS : adjoint technique de recherche et de formation. Tâches techniques d'exécution d'opérateur logistique courrier : distribution, collecte et expédition du courrier.

Article 6 : BENEFICIAIRES : Jeunes de 16 à 25 ans révolus, de nationalité française ou ressortissants d'un des états membres de l'Union Européenne ou de l'Espace Economique Européen, sortis du système éducatif sans diplôme et sans qualification professionnelle reconnue ou dont le niveau du diplôme est inférieur au niveau IV (Baccalauréat).

Article 7 : INSCRIPTIONS

- Auprès du Pôle Emploi du lieu de domicile

- Joindre un descriptif du parcours antérieur de formation et, le cas échéant, de l'expérience professionnelle.

- Date limite de dépôt de candidature :

Jusqu'au 26 Mai 2010 à minuit (le cachet de la poste faisant foi)

Tout renseignement peut être obtenu par téléphone au : 03.83.86.21.48

ou par courrier adressé à la :

Division des Personnels d'Encadrement, Administratifs, Ouvriers, Sociaux et de Santé

Bureau DIPAO 4

2 rue Philippe de Gueldres

C.O. n°30013

54035 NANCY CEDEX

Article 8 : La commission académique auditionnera les candidats sélectionnés au cours du mois de juin 2010.

Article 9 : Le Secrétaire Général de l'Académie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 6 avril 2010

Le Recteur,  
Jean-Jacques POLLET

---

## **AVIS ET COMMUNICATIONS**

### **SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**

#### **DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE**

*Service aménagement durable, urbanisme, risques*

#### **Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 30153 du 7 avril 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de NEUVES MAISONS**

Par arrêté préfectoral n°30153 en date du 7 avril 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du lotissement « les terrasses du Val de Fer » sur la commune de NEUVES MAISONS.

---

#### **Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 30530 du 14 avril 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de BREHAIN LA VILLE**

Par arrêté préfectoral n°30530 en date du 14 avril 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du raccordement gros producteur EURL le Bois de Kleiss, ferme Le Bois de Kleiss sur la commune de BREHAIN LA VILLE.

---

#### **Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 34976 du 14 avril 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de SAINT JULIEN LES GORZE**

Par arrêté préfectoral n°34976 en date du 14 avril 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du passage T. bleu en C4 – 156 VA école de conduite rue du président Kennedy, sur la commune de SAINT JULIEN LES GORZE.

---

#### **Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 38358 du 7 avril 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de VARANGEVILLE**

Par arrêté préfectoral n°38358 en date du 7 avril 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du raccordement photovoltaïque SARL les Neiges – M. DRON – ferme St Louis, sur la commune de VARANGEVILLE.

---

## AUTRES SERVICES

## CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

## Avis de concours interne sur épreuves d'agent de maîtrise du 29 mars 2010

En application du décret n°91.45 du 14 janvier 1991 (Art 10.1°), modifié, le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY organise un concours interne sur épreuves d'Agent de Maîtrise afin de pourvoir :

- ↳ 1 poste d'Agent de maîtrise - Spécialité Blanchisserie Buanderie Entretien Textile
- ↳ 2 postes d'Agent de maîtrise - Spécialité Hôtellerie Restauration

## ① Conditions d'inscription :

Peuvent être admis à concourir :

- ❑ Les Maîtres Ouvriers, les Conducteurs ambulanciers de 1<sup>ère</sup> catégorie
- ❑ Ainsi que, sous réserve de justifier de 7 ans d'ancienneté dans leur grade, Les Ouvriers Professionnels Qualifiés, les Conducteurs ambulanciers de 2<sup>ème</sup> catégorie, les Aides de Laboratoire de classe supérieure, les Aides d'Électroradiologie de classe supérieure et les Aides de Pharmacie de classe supérieure régis par le décret n°89-613 du 1<sup>er</sup> septembre 1989 modifié portant statuts particuliers des personnels médico-techniques de la Fonction Publique Hospitalière.
- ❑ A titre dérogatoire pendant une durée de trois ans calculée à compter de la date d'entrée en vigueur du décret n° 2007-1185 du 3 août 2007, les agents d'entretien qualifiés justifiant de trois ans de services effectifs dans le corps au 31/12/2009.

## ② Composition et nature des épreuves :

Épreuves écrites d'admissibilité

⇒ Épreuve écrite n°1 (durée = 2 h - coef. 2)

Vérification, au moyen de questionnaires ou par tout autre support à constituer ou à compléter, des connaissances théoriques, notamment en matière d'hygiène et de sécurité, que l'exercice de la spécialité au titre de laquelle le candidat concourt pour accéder au corps des agents de maîtrise implique de façon courante.

⇒ Épreuve écrite n°2 (durée = 2 h - coef. 2)

Résolution d'un cas pratique exposé dans un dossier portant sur les problèmes susceptibles d'être rencontrés par un agent de maîtrise dans l'exercice de ses fonctions au sein de la spécialité au titre de laquelle le candidat concourt.

Épreuve orale d'admission

⇒ Entretien (durée = 30 mn - coef. 4)

Entretien ayant pour point de départ un exposé du candidat sur son expérience professionnelle. Cette épreuve vise ensuite, à partir de la description d'une situation de travail exposée par les membres du jury, à apprécier les aptitudes des candidats, notamment dans les domaines de l'encadrement, des techniques de base de gestion et des grands principes d'organisation de l'institution dans laquelle il exerce ainsi que sa motivation à exercer les missions qui peuvent être confiées à un agent de maîtrise.

## ③ Réception et clôture des inscriptions :

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos nom et adresse affranchie à 1,35 €, format 21x29,7 à :

Direction des Ressources Humaines C.H.U de NANCY – Unité G.P.E.

Service Concours et Examens – Bureau n°18

29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny – C.O. 60034 – 54035 NANCY Cedex

Le dossier, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, peut être valablement déposé à cette même adresse ou adressé au choix - sous pli recommandé, le cachet de la poste faisant foi.

UN DÉLAI DE 2 MOIS EST IMPARTI POUR DÉPOSER LE DOSSIER D'INSCRIPTION  
A COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS

Nancy, le 29 mars 2010

La directrice adjointe des ressources humaines,  
Rachel RUTHMANN

## ETABLISSEMENT PUBLIC INTERCOMMUNAL 3H SANTE DE CIREY SUR VEZOUZE

## Avis de concours externe sur titres pour le recrutement d'un maître-ouvrier - option cuisine - du 12 avril 2010

En application du Décret n°2007-1185 du 03 août 2007 modifiant le décret n°91-45 du 14 janvier 1991 portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs d'automobile, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière, un concours externe sur titres aura lieu à l'Etablissement Public Intercommunal 3H Santé en vue de pourvoir 1 poste de Maître-Ouvrier – Option cuisine.

Conditions d'inscription : Le concours externe sur titres est ouvert aux candidats titulaires, soit de deux diplômes de niveau V ou de deux qualifications reconnues équivalentes, soit de deux certifications inscrites au répertoire national des certifications professionnelles délivrées dans une ou plusieurs spécialités, soit de deux équivalences délivrées par la commission instituée par le décret du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requis pour se présenter au concours d'accès aux corps et cadres d'emploi de la fonction publique, permettant de se présenter à ce concours, soit de deux diplômes au moins équivalents figurant sur une liste arrêtée par le ministre chargé de la santé.

Réception et clôture des inscriptions : Les candidatures, accompagnées d'une lettre de motivation + curriculum vitae détaillé incluant les formations suivies et les emplois occupés en précisant la durée, sont à adresser sous pli recommandé ou par simple courrier (le cachet de la poste faisant foi) à Monsieur le Directeur - ETABLISSEMENT PUBLIC INTERCOMMUNAL 3H SANTE – 62, Rue Poincaré – 54480 CIREY SUR VEZOUZE – Tél. 03.83.76.31.32.

Un délai de deux mois est imparti pour déposer les candidatures à compter de la publication de cet avis au Recueil des Actes Administratifs.

Cirey-sur-Vezouze, le 12 avril 2010

Le directeur,  
J.L. KEMPF

